VAL DE FENSCH
Communauté d'Agglomération

ROB 2022

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

SOMMAIRE

INTRODUCTION 1

I. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 2

1. LES GRANDS AGREGATS 2

1.1. L'EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT 2

1.2. L'EVOLUTION DE L'INFLATION 3

1.3. L'EVOLUTION DES TAUX D'INTERET 4

2. LES MESURES CONTENUES DANS LA LOI DE FINANCES 2022 4

2.1. L'EVOLUTION DE LA TVA 2021 ET PREVISION 2022 4

2.2. LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2022 4

2.3. LES MODIFICATIONS DES INDICATEURS 5

2.4. COMPENSATION DES EXONERATIONS A LONG TERME DE TAXE SUR LE FONCIER BATI CONCERNANT LES LOGEMENTS SOCIAUX 5

2.5. LE PLAN FRANCE RELANCE 6

II. ANALYSE FINANCIERE RETROSPECTIVE 2018 A 2021 7

1. LES SOLDES D'EPARGNE : CONSERVER NOS MARGES D'ACTIONS 7

1.1. L'EPARGNE BRUTE 7

1.2. L'EPARGNE NETTE 7

1.3. TABLEAU RECAPITULATIF DES MARGES D'EPARGNE 8

2. LA DETTE EST MAITRISEE 9

2.1. L'ANNUITE DE LA DETTE 9

2.2. L'ENCOURS DE LA DETTE 10

2.3. LE DELAI D'EXTINCTION DE LA DETTE (DED) 10

2.4. LA DUREE APPARENTE DE LA DETTE (DAD) 10

2.5. RATIO DE DÉSENDETTEMENT (EN ANNÉES) 11

3. RATIOS PRINCIPAUX : UNE SITUATION TENDUE MAIS SOUS CONTROLE 12

4. L'INVESTISSEMENT : DEPENSES ET FINANCEMENT 13

4.1. LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS ANNUITE 13

4.2. LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT (HORS ANNUITE) 14

5. LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT SONT CONTENUES 16
5.1. LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT 16
5.2. LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT HORS INTERETS 17
5.3. LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT 17
6. LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT 18
6.1. LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT 18
6.2. LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT PROPREMENT DITS 18
7. LA FISCALITE DIRECTE : IMPACT DES MESURES VOTEES EN 2021 20
7.1. LES PRODUITS FISCAUX RECOMPOSES 20
7.2. LA DOTATION COMMUNAUTAIRE NETTE VERSEE 20
7.3. LES TAUX D'IMPOSITION 21
7.4. LES BASES NETTES D'IMPOSITION 21
8. LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 25
8.1. LA DOTATION DE COMPENSATION 25
8.2. LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE 25
8.3. DGF 26
8.3.1. Montants 26
8.3.2. Evolutions 26
8.3.3. LES CRITERES DGF 27
8.3.3.1. population DGF 27
8.3.3.2. Potentiel fiscal par habitant 27
8.3.3.3. Coefficient d'intégration fiscale 28
9. FPIC 28
10. CONCLUSION 29
III. HYPOTHESES PROSPECTIVES 30
1. DONNEES NATIONALES 30
1.1. INDICATEURS ECONOMIQUES PRINCIPAUX 30
1.2. DGF ATTENDUE 30
2. DOTATION COMMUNAUTAIRE (AC + DSC) 30
3. DETTE 31
3.1. LE PLAN D'EXTINCTION DE LA DETTE 31

3.2. ANNUITE DE LA DETTE 33
3.3. LA DETTE GARANTIE 33
4. AUTORISATION DE PROGRAMMES 34
5. INVESTISSEMENT 35
5.1. DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS ANNUITE EN CAPITAL 35
5.2. RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT 35
6. SYNTHESE 37
6.1.1. TABLEAU DE SYNTHESE BUDGET PRINCIPAL 37
6.1.2. NOTE EXPLICATIVE BUDGET PRINCIPAL 38
CONCLUSION 40
6.2.1. TABLEAU DE SYNTHESE BUDGET ANNEXE : COLLECTE DES ORDURES MENAGERES 41
6.2.2. NOTE EXPLICATIVE BUDGET ANNEXE : COLLECTE DES ORDURES MENAGERES 42
6.3.1. TABLEAU DE SYNTHESE BUDGET ANNEXE : EAU 43
6.3.2. NOTE EXPLICATIVE BUDGET ANNEXE : EAU 44
6.4.1. TABLEAU DE SYNTHESE BUDGET ANNEXE : ASSAINISSEMENT 45
6.4.2. NOTE EXPLICATIVE BUDGET ANNEXE : ASSAINISSEMENT 46
IV. LES PROBLEMATIQUES FUTURES LIEES A LA CRISE SANITAIRE ET A LA REFORME DES INDICATEURS DE RICHESSE 47
1. LA PERTE DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) 47
2. VERS UNE NOUVELLE CONTRIBUTION AU REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES ? 49
3. LES EFFETS A VENIR DE LA CRISE SANITAIRE ? 50
4. VERS UNE NOUVELLE DIMINUTION DES IMPOTS DE PRODUCTION ? 51
5. CONCLUSION 51

INTRODUCTION

Première étape du débat budgétaire 2022, le Rapport d'orientation budgétaire est l'occasion de cerner le contexte qui s'impose à la collectivité.

Comme 2020, 2021 a été marquée par la continuation de la pandémie et ses conséquences.

Pour autant, la Communauté d'Agglomération du Val de Fensch n'a pas cessé son travail et ses actions au service du territoire et de ses habitants.

Dans ce contexte, soulignons le succès du Centre de Vaccination du Val de Fensch installé à Serémange-Erzange : près de 70 000 doses injectées en une année.

En matière d'investissements, parmi tant d'autres, signalons que nous avons poursuivi nos travaux de Cœur de Ville Cœur de Fensch à Serémange-Erzange, à Nilvange et à Florange. Nous avons équipé le territoire pour l'accueil de la petite enfance en réalisant la micro-crèche d'Algrange. Nous avons déployé le réseau de fibre optique FFTH. Nos zones économiques ont continué à se remplir à un rythme soutenu notamment sur la ZAC de la Feltière à Fameck. Le chantier du Digital Lab sur le site de l'U4 à Uckange s'est achevé et ouvre des perspectives très intéressantes pour l'avenir.

2021 a été aussi l'année de décisions importantes pour le fonctionnement de la collectivité. Nous avons revu nos horaires d'ouverture au public afin d'être encore plus accueillants pour nos usagers. Nous avons aussi entamé la marche vers la dématérialisation de certaines démarches notamment pour l'urbanisme grâce aux possibilités offertes par le numérique et ses applications.

Mais surtout, 2021 restera marquée par des choix stratégiques faits par les élus communautaires dont les effets budgétaires se verront dès 2022.

Dans le domaine de l'assainissement : le programme pluri-annuel d'investissements adopté permettra aux communes de l'amont de la vallée de la Fensch de sortir des contraintes d'urbanisme qui bloquaient tout développement du fait de la vétusté des réseaux d'assainissement. Complété par le Contrat Eau-Climat, nous pouvons envisager de rendre à la Fensch sa qualité de rivière naturelle.

Confronté aux conséquences de l'arrêt des installations sidérurgiques de Patural et de la Cokerie, le conseil communautaire a adopté un nouveau Pacte Financier qui réforme en profondeur les relations budgétaires entre communes et agglomération avec le souci de l'équité et de l'écoute des préoccupations des communes.

Ces choix ont parfois été difficiles. Mais l'intérêt général du territoire a toujours prévalu sur les intérêts particuliers. C'est ainsi que les cadres ont pu être posés pour la préparation de l'exercice budgétaire 2022.

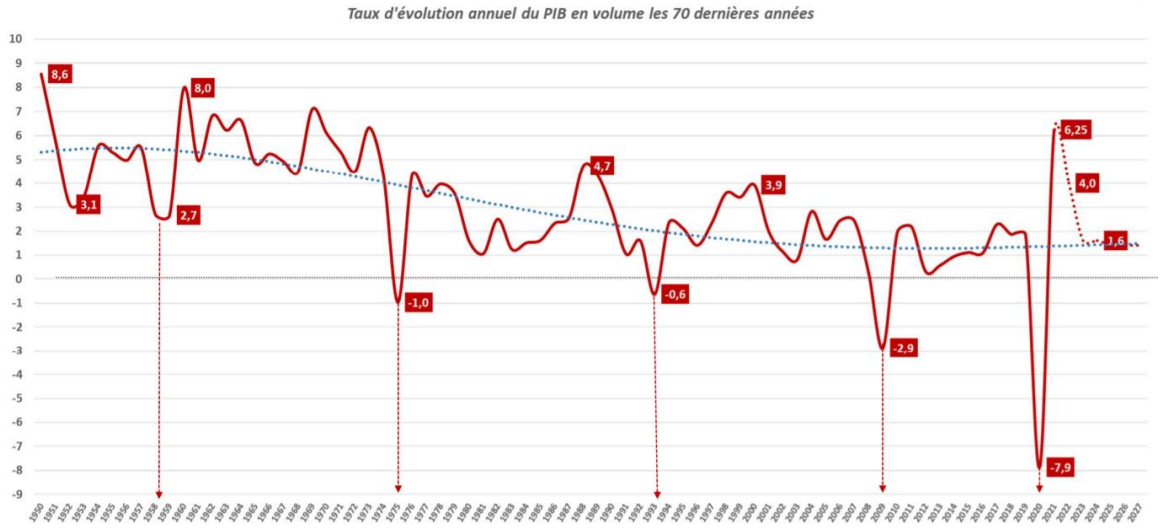
I. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

1. LES GRANDS AGREGATS

1.1. L'EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2020, année de crise sanitaire, le Produit Intérieur Brut (PIB) de la France a chuté de près de 8 % après une évolution positive de 1,9 % en 2019. En 2021, première année de reprise, le PIB a quasiment retrouvé son niveau d'avant crise.

En cumulé, le gouvernement prévoit une croissance de 6,25 % du PIB en 2021 et de 4 % en 2022, de 1,6 % en 2023 et de 1,4 % en 2024.

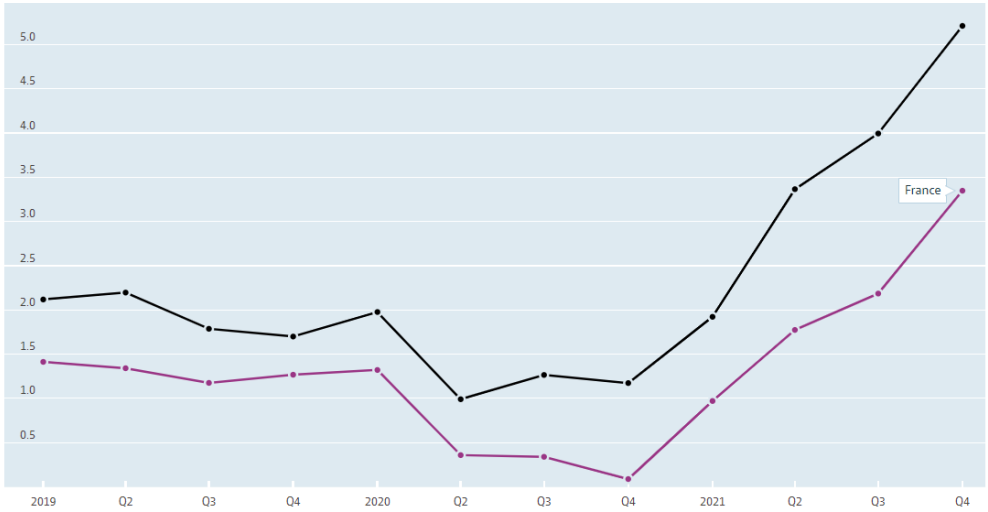


L'année 2021 est identifiée comme l'année de la reprise post Covid avec une évolution du PIB significative qui aura, à partir de 2023, tendance à se stabiliser entre 1 % et 2 % après une évolution significative de l'ordre de 4 % en 2022.

PIB € - constants	2021	2022	2023	2024
Loi de Finances 2022	***6,25%***	***4,0%***	***1,6%***	***1,4%***
INSEE	6,2%			
FMI	6,3%	3,9%	1,8%	1,5%
OCDE	6,8%	4,2%		

1.2. L'EVOLUTION DE L'INFLATION

L'inflation est un indicateur fondamental pour les collectivités car il est utilisé pour déterminer l'évolution des dépenses. Depuis 2018, il est également utilisé pour la revalorisation des valeurs locatives des locaux d'habitation, on parle dans ce cas de l'inflation constatée. Après une évolution quasi nulle des valeurs locatives en 2021 (0,2 %), les bases fiscales des ménages et des locaux industriels devraient évoluer de 3,4 % en 2022.



. Avant 2018, l'évolution des bases fiscales était votée chaque année en Loi de Finances. Depuis 2018, les valeurs locatives foncières sont majorées par application d'un coefficient majoré selon un système complexe.

$$A_n = 1 + \frac{(IPCH_{\text{Novembre n-1}} - IPCH_{\text{Novembre n-2}})}{IPCH_{\text{Novembre n-2}}} \quad si \quad IPCH_{\text{Novembre n-1}} > IPCH_{\text{Novembre n-2}}$$

$= 1$ sinon (pas d'actualisation régressive)

L'évolution des bases fiscales sera donc significative puisque les derniers coefficients d'actualisation étaient de + 1,2 % en 2018, + 2,2 % en 2019 et + 0,9 % en 2020.

Indice hors tabac	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Indice des prix prévisionnel (en LFI $_n$)	1,8%	1,3%	0,9%	1,0%	0,8%	1,0%	1,3%	1,0%	0,6%	1,5%
Indice des prix révisé (en LFI $_{n+1}$)	0,8%	0,5%	0,1%	0,1%	1,0%	1,6%	1,0%	0,2%	1,4%	
Indice des prix définitif (en LFI $_{n+2}$)	0,7%	0,4%	0,0%	0,2%	1,0%	1,6%	1,0%	0,2%		
Coefficient d'actualisation TH R.P.	1,8%	0,9%	0,9%	1,0%	0,4%	1,2%	2,2%	0,9%	0,2%	3,4 %

En 2020, le coefficient d'actualisation applicable aux bases de TH RS, ainsi qu'aux bases de TFB fut de 1,2%

Les locaux professionnels (hors locaux industriels) sont quant à eux liés à l'évolution des loyers, revus chaque année, par l'administration fiscale dans chaque département. Cette évolution est liée au type de local (magasin, bureau, hôtel…) mais également à la localisation des locaux sur le territoire départemental.

L'inflation dite prévisionnelle qui détermine notamment l'évolution des dépenses de fonctionnement sera quant à elle d'environ 1,5 % sur les prochaines années.

Inflation	2021	2022	2023	2024
Loi de finances 2022	***1,5%***	***1,5%***	***1,5%***	***1,6%***
FMI	2,0%	1,6%	1,2%	1,3%

1.3. L'EVOLUTION DES TAUX D'INTERET

Avec l'évolution programmée de l'inflation sur les prochaines années, le risque de voir les taux d'intérêts augmenter est fort. .

2. LES MESURES CONTENUES DANS LA LOI DE FINANCES 2022

2.1. L'EVOLUTION DE LA TVA 2021 ET PREVISION 2022

La loi prévoyait que la compensation de TVA était calculée selon le rapport entre le produit de taxe d'habitation (TH) perdu et le produit de TVA encaissé par l'État en 2020, définissant une quote part figée pour chaque territoire intercommunal.

Ce calcul a pour conséquence de dé corréler la recette du dynamisme local. En effet, avant la suppression de la TH, le dynamisme du produit était étroitement lié à l'évolution des bases brutes. Aujourd'hui avec ce concours de TVA, cette recette dépend uniquement de l'évolution de la consommation au niveau national. Ainsi, la dynamique du produit compensé de TVA sera équivalente pour l'ensemble des intercommunalités.

Pour 2022, le rebond de TVA au niveau national serait de + 5,5 %, cette évolution sera donc identique au niveau local. Le produit perçu par la communauté d'agglomération a été de 6,98 M€ en 2021, il devrait passer à 7,36 M€ en 2022.

2.2. LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2022

L'enveloppe de la otation Globale de Fonctionnement (DGF) 2022 est identique à celle de 2021 dont le montant est valorisé à 18,3 Md€ pour le bloc communal. Les communes et intercommunalités ne verront pas leur part de l'enveloppe normée diminuée.

Mais, si l'enveloppe globale des dotations reste constante, il est important de préciser que les montants individuels sont quant à eux liés à des indicateurs financiers et fiscaux qui évoluent chaque année et font évoluer le montant reçu par chaque collectivité du bloc communal.

2.3. LES MODIFICATIONS DES INDICATEURS

La Loi de Finances 2021 a initié la réforme des indicateurs financiers en lissant leurs effets de 2022 à 2028. L'élément le plus important de cette réforme est la sortie du produit de TH dans le calcul des indicateurs de potentiel fiscal et d'effort fiscal. Les premières évolutions de ces agrégats seront constatées à partir de 2023.

La Loi de Finances 2022 est revenue sur le calcul de ces indicateurs :

- Les potentiels fiscaux et financiers intègrent de nouveaux produits : la taxe locale sur la publicité extérieure, la taxe sur les pylônes, le produit majoré de TH sur les résidences secondaires et les DMTO
- Les efforts fiscaux et fiscaux agrégés tiennent compte uniquement des produits communaux, c'est-à-dire directement perçus par les communes : les produits intercommunaux (TEOM et REOM) sont donc exclus du calcul.

La mise en œuvre de cette réforme prévoit un lissage de ses effets sur la période 2023-2028. En 2023, la neutralisation des indicateurs sera de 90 %, puis de 80 %, de 60 % en 2025, de 40 % en 2026 et enfin de 20 % en 2027.

La sortie du produit de taxe d'habitation sur les résidences principales et du produit de taxe d'enlèvement des ordures ménagères dans le calcul de ces indicateurs impactera les indicateurs de la communauté d'agglomération.

2.4. COMPENSATION DES EXONERATIONS A LONG TERME DE TAXE SUR LE FONCIER BATI CONCERNANT LES LOGEMENTS SOCIAUX

La loi de Finances 2022 valide les travaux de la commission pour la relance durable de la construction de logements (dit commission Rebsamen) et propose des mesures financières pour les communes et des intercommunalités.

Actuellement, les logements sociaux sont exonérés de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pendant 15 ans (si financés selon le régime des HLM ou au moyen de prêts aidés), 25 ans (si subventionnés), voire 30 ans pour les logements respectant des critères environnementaux et si un prêt a été contracté à partir de 2002.

Ces exonérations ne sont que partiellement compensées aux collectivités, la loi de Finances 2022 visant à compenser intégralement les pertes de foncier bâti pour les constructions de logements à venir. Elle sera calculée en tenant compte de la base d'imposition et des taux de foncier bâtis appliqués (communes et EPCI).

Toutefois, cette mesure ne prévaut que pour les constructions réalisées entre le 1er janvier 2021 et le 30 juin 2026.

2.5. LE PLAN FRANCE RELANCE

Présenté par le gouvernement en septembre 2020, le plan France RELANCE représentait une enveloppe de 100 milliards d'euros.

L'enveloppe allouée aux collectivités est de 10,5 milliards d'euros :

- 4,2 milliards d'euros au titre des compensations pour pertes de recettes,
- 3,7 milliards d'euros pour des mesures fléchées comme la réhabilitation de friches, le développement de la mobilité,
- 2,5 milliards d'euros pour soutenir l'investissement des collectivités :

    - 950 millions d'euros de dotation de soutien à l'investissement local exceptionnel,
    - 950 millions d'euros pour la rénovation énergétique des bâtiments,
    - 600 millions d'euros concernant la dotation régionale d'investissement au titre de la rénovation thermique des bâtiments publics et les mobilités.

La communauté d'agglomération a d'ores et déjà sollicité ce soutien financier sur divers projets en cours et à venir.

Ainsi, des réalisations comme Cœur de Ville Cœur de Fensch au budget principal, les travaux de requalification de la déchetterie d'Algrange au budget collecte des ordures ménagères ou encore les travaux sur le réseau d'assainissement devraient bénéficier de ces fonds.

II. ANALYSE FINANCIERE RETROSPECTIVE 2018 A 2021

1. LES SOLDES D'EPARGNE : CONSERVER NOS MARGES D'ACTION

1.1. L'EPARGNE BRUTE

L'épargne brute correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Appelée aussi « autofinancement brut », elle permet de couvrir une partie des investissements et en priorité, le remboursement de la dette. Le surplus, est utilisé pour les dépenses d'équipement.

€	2018	2019	2020	2021
Epargne de gestion	2 616 602	3 832 461	3 644 015	3 553 805
- Intérêts	249 512	286 026	271 865	259 649
= Epargne Brute	**2 367 090**	**3 546 435**	**3 372 149**	**3 294 156**

Produits de fonctionnement	41 384 032	42 859 852	42 420 983	42 990 466
- Charges de fonctionnement	39 016 942	39 313 417	39 048 833	39 696 310
= Epargne Brute	**2 367 090**	**3 546 435**	**3 372 149**	**3 294 156**

1.2. L'EPARGNE NETTE

L'épargne nette désigne les ressources de fonctionnement disponibles pour l'investissement, est égale à l'épargne brute diminuée du capital de la dette.

€	2018	2019	2020	2021
Epargne brute	2 367 090	3 546 435	3 372 149	3 294 156
- Capital	1 037 152	1 225 274	1 306 805	1 584 354
= Epargne Nette	**1 329 938**	**2 321 161**	**2 065 345**	**1 709 802**

1.3. TABLEAU RECAPITULATIF DES MARGES D'EPARGNE

La chaîne des soldes d'épargne est déroulée dans le tableau récapitulatif ci-après.

€	2018	2019	2020	2021
Produits de fct. courant	41 117 975	42 650 002	42 278 298	42 836 882
- Charges de fct. courant	38 121 970	38 337 300	38 078 216	38 042 384
= Excédent Brut Courant	**2 996 005**	**4 312 702**	**4 200 083**	**4 794 498**
+ Solde exceptionnel large	-379 403	-480 240	-556 068	-1 240 693
= Produits exceptionnels large	266 057	209 850	142 684	153 585
- Charges exceptionnelles larg	645 460	690 091	698 752	1 394 277
= Epargne de Gestion	**2 616 602**	**3 832 461**	**3 644 015**	**3 553 805**
- Intérêts	249 512	286 026	271 865	259 649
= Epargne Brute	**2 367 090**	**3 546 435**	**3 372 149**	**3 294 156**
- Capital	1 037 152	1 225 274	1 306 805	1 584 354
= Epargne Nette	**1 329 938**	**2 321 161**	**2 065 345**	**1 709 802**

** y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)*

L'excédent brut courant, différence entre les produits et les charges de fonctionnement courant, s'entend avant le financement des résultats financiers (intérêts) et exceptionnels.

L'excédent brut courant est en hausse de 0,6 M€ entre 2020 et 2021 en raison de l'évolution des produits issus :

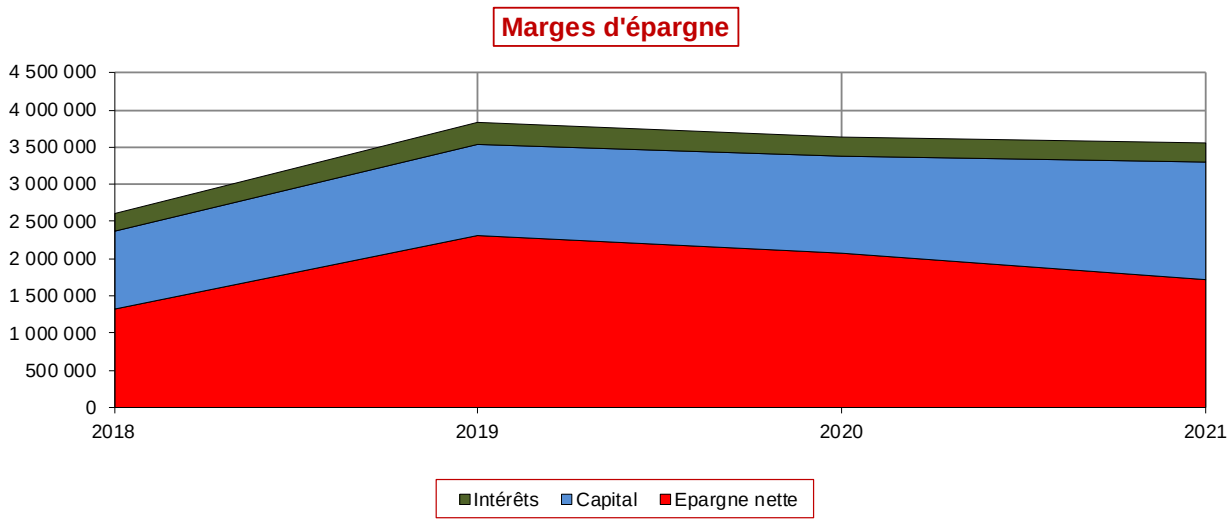
- De la hausse votée à l'occasion du Budget Primitif 2021 des taux de foncier bâti et non bâti représentant une hausse du produit de 0,8 M€,
- De la différence entre le produit de cotisation foncière des entreprises (CFE) perdu notamment après la fermeture des installations sidérurgiques (Patural, Cokerie) et la compensation reçue relative à la perte de bases de contribution économique territoriale (CET),
- Des subventions de l'Agence Régionale de Santé (ARS) pour le fonctionnement du centre de vaccination.

Mais également d'une stabilisation des charges dans leur ensemble et ceci malgré une augmentation de la contribution SMITU (+ 0,4 M€). Nous avons obtenu que l'augmentation de 1,5 M€ initialement prévue sur 3 ans soit étalée finalement sur 5 ans. D'autres dépenses inscrites au budget 2021 n'ont pas été pleinement réalisées (médiathèque à Nilvange et parking P+R de Metzange) mais le seront certainement sur l'exercice 2022.

L'épargne de gestion est égale à l'excédent brut courant diminué du solde exceptionnel, lequel est la différence entre les produits exceptionnels (régularisations provenant du Sydelon jusqu'en 2018) et les charges exceptionnelles (des subventions au Gueulard +, de la délégation de service public petite enfance et de la subvention d'équilibre au budget annexe d'aménagement). La subvention nécessaire à l'équilibre de la zone des vieilles vignes représente à elle seule 0,6 M€ soit approximativement la moitié du déficit estimé sur cette zone d'aménagement.

L'exercice budgétaire fait apparaître un taux d'épargne brute de 7,7% (7,9 % en 2020) et un taux d'épargne nette de 4 % (4,9 % en 2020).

L'épargne nette demeure stable en pourcentage des recettes de fonctionnement.

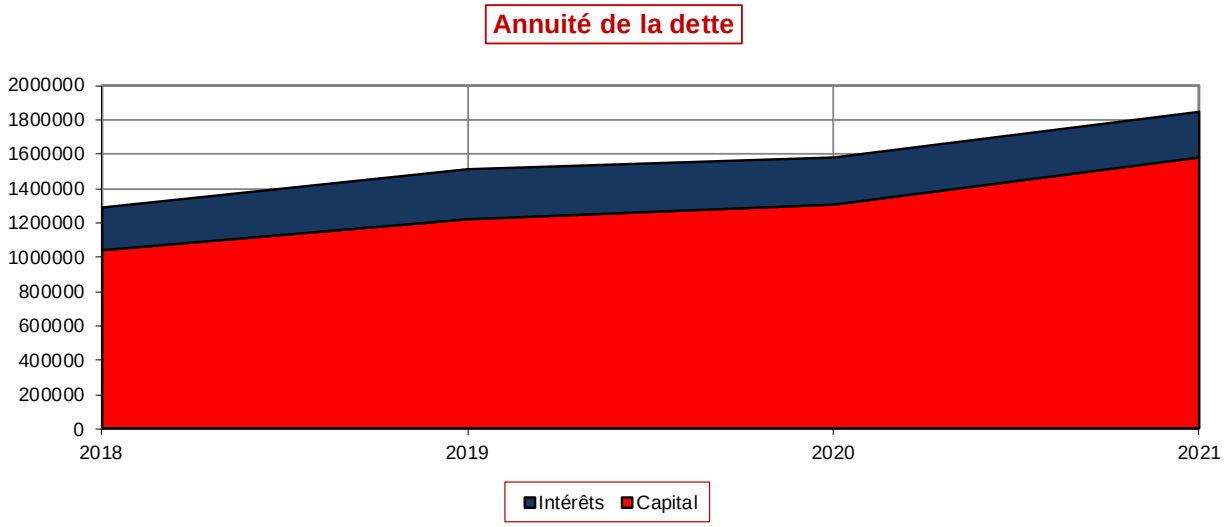


2. LA DETTE EST MAITRISEE

2.1. L'ANNUITE DE LA DETTE

L'annuité de la dette, (capital + intérêts), est ici nette de la dette récupérable, déduite en amont, et des remboursements anticipés (RA) de capital.

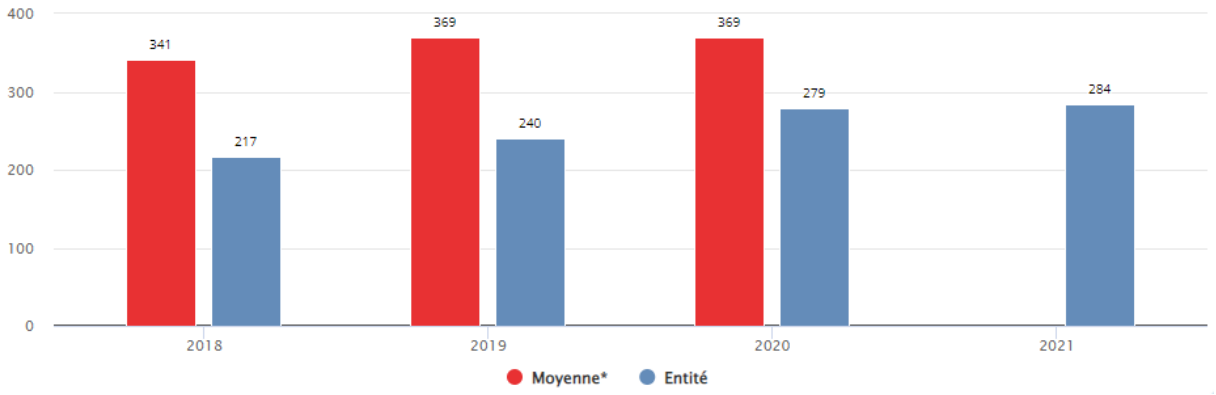
€	2018	2019	2020	2021
Capital	1 037 152	1 225 274	1 306 805	1 584 354
+ Intérêts	249 512	286 026	271 865	259 649
= Annuité de la dette	**1 286 664**	**1 511 300**	**1 578 670**	**1 844 003**



2.2. L'ENCOURS DE LA DETTE

L'encours représente le stock de la dette restant à rembourser en fin d'année.

	2018	2019	2020	2021
Encours au 31.12 en €	15 347 756	17 122 482	19 815 678	20 231 323
Encours au 31.12 en €/hab.	217,1	240,9	279,2	284,2



2.3. LE DELAI D'EXTINCTION DE LA DETTE (DED)

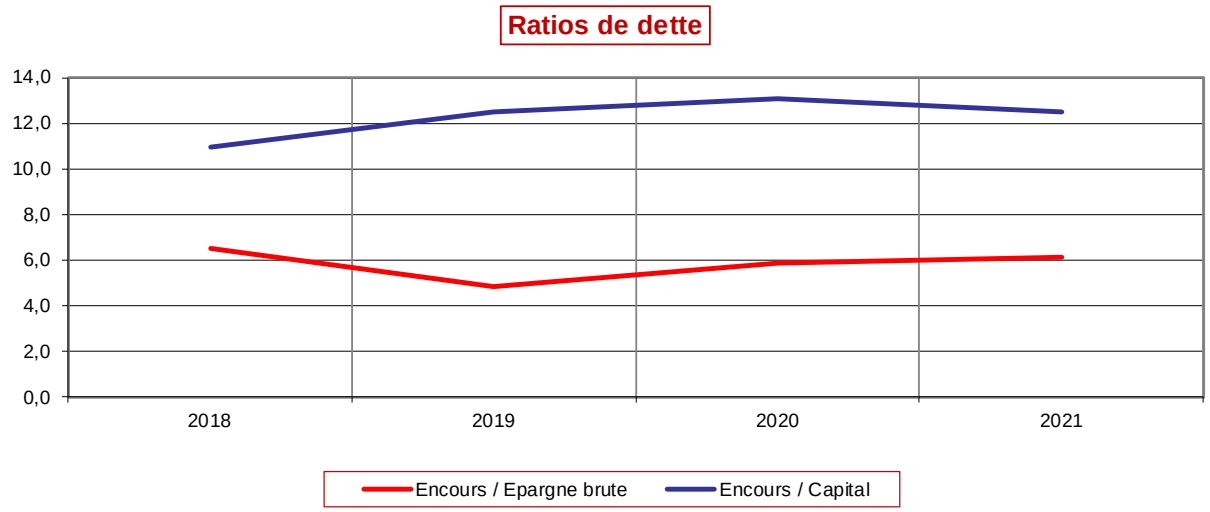
C'est le nombre théorique d'années d'épargne brute nécessaire au remboursement de la totalité de l'encours de dette.

€	2018	2019	2020	2021
Encours au 31.12	15 347 756	17 122 482	19 815 678	20 231 323
Epargne brute	2 367 090	3 546 435	3 372 149	3 294 156
Encours / Epargne Brute	**6,5**	**4,8**	**5,9**	**6,1**

2.4. LA DUREE APPARENTE DE LA DETTE (DAD)

Ce ratio (encours / capital) mesure la durée apparente de remboursement de la dette calculée sur la base du niveau actuel d'amortissement du capital.

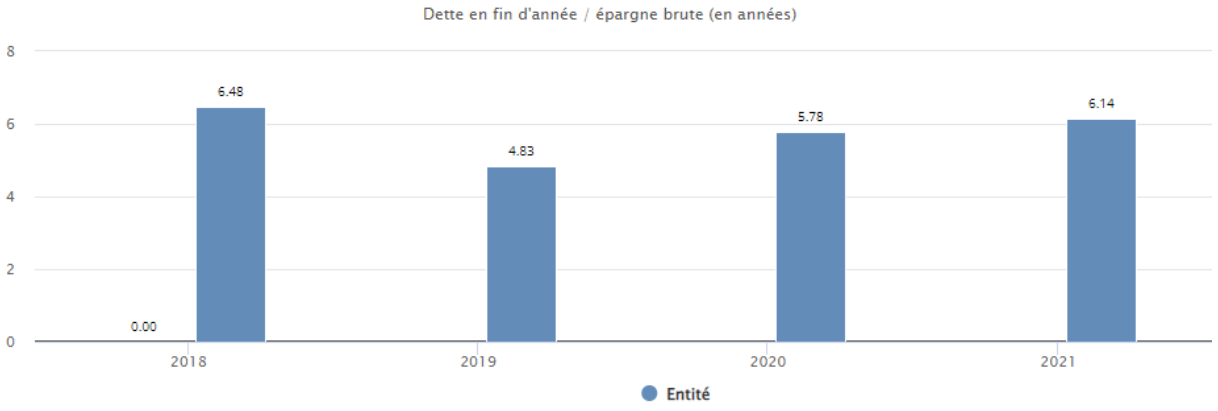
€	2018	2019	2020	2021
Encours au 01.01	11 384 908	15 347 756	17 122 482	19 815 678
Capital	1 037 152	1 225 274	1 306 805	1 584 354
Encours / Capital	**11,0**	**12,5**	**13,1**	**12,5**



2.5. RATIO DE DÉSENDETTEMENT (EN ANNÉES)

La capacité de désendettement est un ratio qui mesure le rapport entre l'épargne et la dette, la première finançant la seconde. Il permet de déterminer le nombre d'années (théoriques) nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute.

La projection est basée sur l'encours actuel



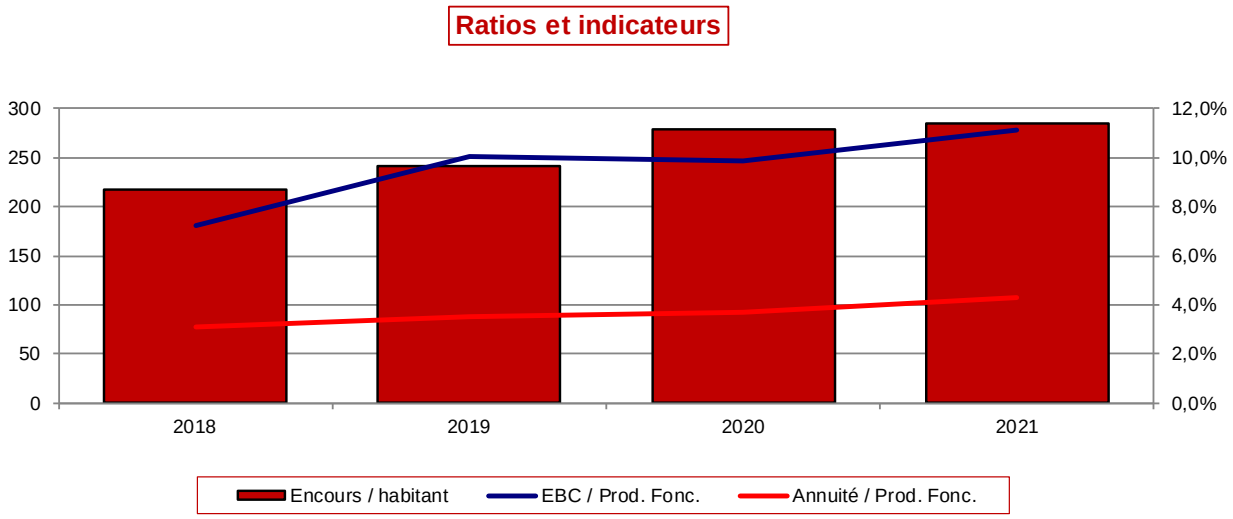
3. RATIOS PRINCIPAUX : UNE SITUATION TENDUE MAIS SOUS CONTROLE

Les principaux ratios et indicateurs de diagnostic financier de la collectivité apparaissent dans les tableaux suivants.

	2018	2019	2020	2021
Excéd. brut courant / Prod. Fct.	7,2%	10,1%	9,9%	11,2%
Epargne de gestion / Prod. Fct.	6,3%	8,9%	8,6%	8,3%
Epargne brute / Prod. Fct.	5,7%	8,3%	7,9%	7,7%
Epargne nette / Prod. Fct.	3,2%	5,4%	4,9%	4,0%
Epargne nette / DI (hors dette)	8,3%	19,1%	31,5%	32,1%
Emprunt / DI (hors dette)	31,1%	24,7%	61,0%	37,5%
Encours au 31.12 / Prod. Fct.	37,1%	39,9%	46,7%	47,1%
Annuité / Prod. Fct.	3,1%	3,5%	3,7%	4,3%

	2018	2019	2020	2021
Indice RPI	1,5	1,5	1,6	2,1
Epargne brute / DAP	2,0	3,2	3,4	4,3
Encours au 31.12 / Epargne brut	6,5	4,8	5,9	6,1
Encours au 31.12 par habitant	217,1	240,9	279,2	284,2

RPI = Ressources propres d'investissement (FCA, Cessions, …). Indice RPI = (Epargne nette + RPI) / RPI
DAP = Dotations aux amortissements et provisions



4. L'INVESTISSEMENT : DEPENSES ET FINANCEMENT

4.1. LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS ANNUITE

Les dépenses d'investissement hors annuité s'obtiennent après déduction du remboursement en annuité du capital. Elles intègrent les remboursements anticipés d'emprunt, qui pèsent sur le besoin de financement. Il est donc intéressant de faire apparaître les dépenses d'investissement hors dette[1] composées de dépenses d'équipement, directes (comptes 20 à 23) et indirectes (fonds de concours et subventions d'équipement), des opérations pour tiers et des « dépenses financières d'investissement ».

En moyenne annuelle, les dépenses d'investissement hors dette atteignent 10 023 105 € par an, dont 8 490 011 € pour les seules dépenses d'équipement.

Depuis 2018, les dépenses d'équipement sont concentrées sur l'opération Cœur de Ville Cœur de Fensch.

La forte diminution des dépenses financières en 2019 est due à l'absence de versement d'avances aux budgets annexes, notamment au budget collecte des ordures ménagères.

Le niveau plus réduit des dépenses d'investissement en 2019 est dû à la fin de certains grands projets (CTE, club house) et au report du programme 2019 de Cœur de ville Cœur de Fensch.

En 2020, le ralentissement de l'ensemble des programmes d'investissement est inhérent aux périodes de confinement qui ont lourdement impacté l'activité. Ces conséquences sont également visibles sur le versement des subventions d'équipement habituellement sollicitées par les bailleurs sociaux. Les dépenses d'investissement sont une nouvelle fois expliquées par le versement d'avances de trésorerie nécessaires aux budgets annexes, ici la mise en exploitation des budgets eau et assainissement. Celles-ci ont d'ailleurs été remboursées en fin d'exercice.

En 2021, le volume des dépenses d'investissement est resté stable, toujours dominé par les dépenses Cœur de ville Cœur de Fensch. Une dépense de 2,8 M€ (solde partiel de l'opération des Tilleuls) n'a cependant pas pu être enregistrée sur cet exercice budgétaire pour des raisons administratives. A noter que les avances de trésorerie aux budgets annexes d'aménagement ont été contenues.

€	2018	2019	2020	2021
Dépenses directes d'équipement	12 016 607	10 297 935	4 792 233	4 646 336
Dépenses indirectes (FdC et S.E	645 361	1 216 236	133 093	212 242
Dépenses d'équipement	**12 661 969**	**11 514 170**	**4 925 327**	**4 858 578**
Opérat° pour compte de tiers (dé	206 833	465 276	202 914	169 156
Dép. financières d'investissemen	3 203 000	156 915	1 424 640	303 640
Dépenses d'inv. hors dette	**16 071 802**	**12 136 362**	**6 552 880**	**5 331 374**
DI hors annuité en capital	**16 071 802**	**12 136 362**	**6 552 880**	**5 331 374**
Moyenne dépenses d'équipement 2018/2021			***8 490 011***	
Moyenne dépenses d'investissement hors dette 2018/2021			***10 023 105***	

[1] N'y figure donc pas la totalité du remboursement de capital (y compris remboursement anticipé) du compte 16.

4.2. LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT HORS ANNUITE

Le financement des dépenses d'investissement hors annuité est assuré par l'épargne nette, l'emprunt, les subventions, les fonds affectés (amendes, recettes apportées par les tiers au profit desquels sont réalisées des opérations, etc.), les ressources propres d'investissement **(RPI)** (fonds de compensation de la TVA, cessions et diverses ressources propres d'investissement), ainsi que par la variation de l'excédent global de clôture (fonds de roulement).

Le financement de l'investissement est assuré par l'épargne nette, qui représente en moyenne 18,5% du total. Le taux de subvention est de 12,1% et l'emprunt finance 34,9 % de l'investissement.

€	2018	2019	2020	2021
DI hors annuité en capital	**16 071 802**	**12 136 362**	**6 552 880**	**5 331 374**
Dépenses d'inv. hors dette	16 071 802	12 136 362	6 552 880	5 331 374
Dépenses d'équipement	12 661 969	11 514 170	4 925 327	4 858 578
Dépenses directes d'équipement	12 016 607	10 297 935	4 792 233	4 646 336
Dépenses indirectes (FdC et S.E	645 361	1 216 236	133 093	212 242
Opérations pour cpte de tiers (d	206 833	465 276	202 914	169 156
Dépenses financières d'inv.	3 203 000	156 915	1 424 640	303 640
Financement des investisseme	**9 301 888**	**11 957 898**	**10 780 005**	**7 911 984**
Epargne nette	1 329 938	2 321 161	2 065 345	1 709 802
Ressources propres d'inv. (RPI)	2 636 461	4 967 316	3 675 594	1 597 785
FCTVA	1 335 434	1 916 670	1 329 093	502 060
Produits des cessions	1 450	121 221	56 906	174 387
Diverses RPI	1 299 576	2 929 426	2 289 595	921 338
Opérations pour cpte de tiers (re	0	0	305 953	471 749
Subventions yc DETR	335 489	1 669 421	733 113	2 132 647
Emprunt	5 000 000	3 000 000	4 000 000	2 000 000
Variation de l'excédent	-6 769 914	-178 463	4 227 124	2 580 609
Excédent global de clôture	**2 812 568**	**2 634 104**	**6 861 228**	**9 441 837**

L'excédent global de clôture 2021 s'explique par le non enregistrement de la dépense de 2,8 M€ concernant les Tilleuls sur l'exercice. Une délibération sera présentée au conseil de communauté afin de permettre sa réalisation.

En tenant compte de cette dépense, l'excédent de clôture 2021 aurait été de 6,6 M€, donc stable par rapport à 2020.

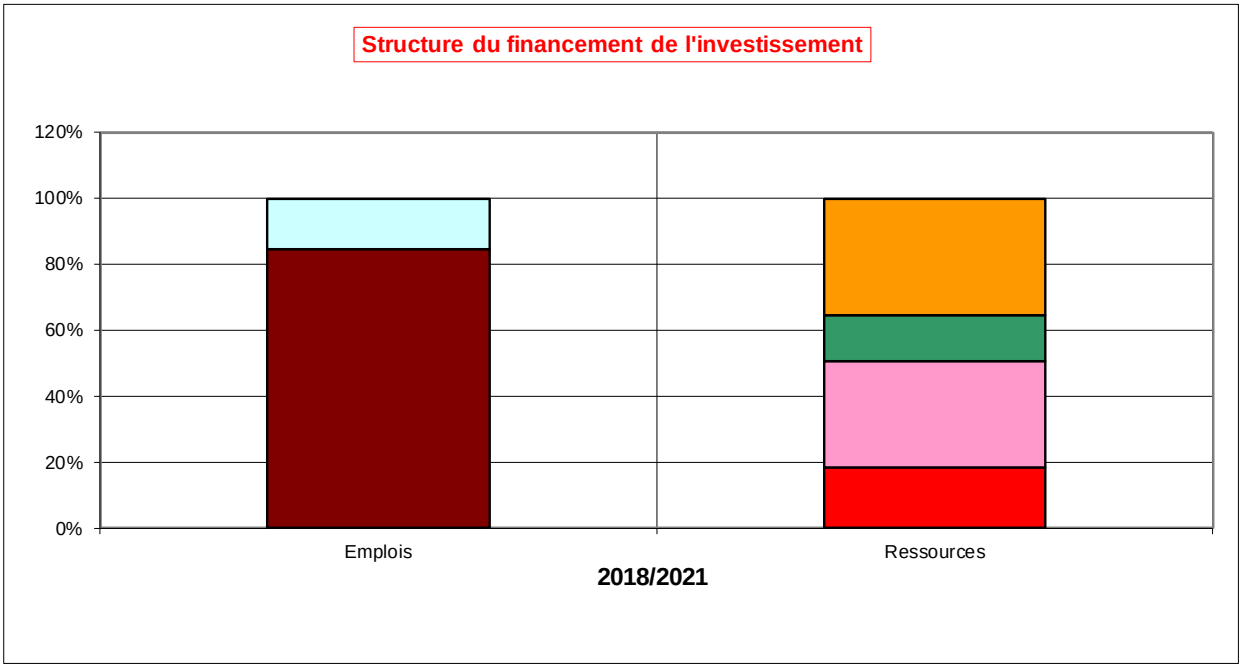
Les reports d'investissement de l'exercice s'élèvent quant à eux à 3,8 M€.

Le niveau élevé des dépenses d'investissement en 2018 provient principalement de l'opération Cœur de Ville Cœur de Fensch, ainsi que de l'avance au budget annexe ordures ménagères. On constate globalement un défaut de financement en 2018. On retrouve un quasi équilibre de l'investissement en 2019. Le recours à l'emprunt en 2020 est la conséquence logique de l'effort consenti sur l'exercice 2018 en termes de trésorerie. Cette explication est illustrée sur les graphiques présentés.

En 2021, l'emprunt de 2 M€ était destiné à couvrir la dépense de 2,8 M€ afin de conserver les ressources nécessaires au financement des reports d'investissement de l'exercice (3,8 M€) et du programme d'investissement 2022 en profitant de taux d'intérêts encore attractifs.

STRUCTURE MOYENNE DU FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Moyenne 2018/2021	€	€/hab	structure
Dép. d'inv. hors annuité en capital	**10 023 105**	**141,2**	**100,0%**
Dépenses d'inv. hors dette	10 023 105	141,2	100,0%
Dépenses d'équipement	8 490 011	119,6	84,7%
Dépenses directes d'équipement	7 938 278	111,8	79,2%
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	551 733	7,8	5,5%
Opérations pour compte de tiers (dép)	261 045	3,7	2,6%
Dépenses financières d'inv.	1 272 049	17,9	12,7%
Financement des investissements	**9 987 944**	**140,7**	**99,6%**
Epargne nette	1 856 562	26,2	18,5%
Ressources propres d'inv. (RPI)	3 219 289	45,4	32,1%
FCTVA	1 270 814	17,9	12,7%
Produits des cessions	88 491	1,2	0,9%
Diverses RPI	1 859 984	26,2	18,6%
Opérations pour compte de tiers (rec)	194 426	2,7	1,9%
Subventions yc DETR	1 217 667	17,2	12,1%
Emprunt	3 500 000	49,3	34,9%
Variation de l'excédent	-35 161	-0,5	-0,4%
Excédent global de clôture	**5 437 434**	**76,6**	**54%**



5. LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT SONT CONTENUES

5.1. LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les charges de fonctionnement courant correspondent aux charges de fonctionnement hors charges exceptionnelles et charges d'intérêts. Elles comprennent :

- Les charges de fonctionnement courant regroupant les charges à caractère général (011), les charges de personnel (012), les charges de gestion courante (65) et, le cas échéant, des charges diverses individualisées dans le cadre d'un retraitement.
- Les atténuations de produits (014), sont des versements de produits de fiscalité, dont l'attribution de compensation (AC) et la dotation de solidarité communautaire (DSC), le fonds national de garantie individuelle de la réforme TP (FNGIR) et le fonds de péréquation intercommunale et communal (FPIC).

€	2018	2019	2020	2021
Charges fct courant strictes	19 488 814	19 968 239	19 691 941	20 398 810
Charges à caractère général	4 487 838	4 760 202	4 087 250	3 943 227
Charges de personnel	8 781 213	9 306 120	9 269 093	9 565 025
Charges de gestion courante	6 219 763	5 901 917	6 335 598	6 890 558
Atténuations de produits	18 633 156	18 369 062	18 386 274	17 643 574
Charges fonctionnement coura	**38 121 970**	**38 337 300**	**38 078 216**	**38 042 384**

Les charges à caractère général sont restées contenues sur l'exercice 2021. La situation particulière des piscines a participé à cette stabilité.

L'augmentation des charges de personnel résulte quant à elle du coût généré par le personnel du centre de vaccination et le remplacement d'agents ayant quittés la collectivité. Elle reste néanmoins maitrisée (+ 1,8 %) soit légèrement plus que le glissement vieillesse technicité (GVT).

L'évolution des charges de gestion courante s'explique par la constatation de l'ensemble de la contribution eau pluviale sur cet exercice ainsi que par l'augmentation de la contribution au SMITU.

La variation des atténuations de produits reflète la prise en compte du transfert de charges eau pluviale, une baisse de l'enveloppe de la dotation de solidarité communautaire et une diminution de la contribution au fonds de péréquation des ressources intercommunales (FPIC).

Evolution nominale	Moyenne	2019	2020	2021
Charges fct courant strictes	1,5%	2,5%	-1,4%	3,6%
Charges à caractère général ((	-4,2%	6,1%	-14,1%	-3,5%
Charges de personnel (012)	2,9%	6,0%	-0,4%	3,2%
Charges de gestion courante (	3,5%	-5,1%	7,3%	8,8%
Atténuations de produits (014)	-1,8%	-1,4%	0,1%	-4,0%
Charges fonctionnement coura	**-0,1%**	**0,6%**	**-0,7%**	**-0,1%**

Evolution réelle	Moyenne	2019	2020	2021
Charges fct courant strictes	0,7%	1,5%	-1,6%	2,2%
Charges à caractère général ((	-5,0%	5,1%	-14,3%	-4,9%
Charges de personnel (012)	2,0%	5,0%	-0,6%	1,8%
Charges de gestion courante (	2,6%	-6,0%	7,1%	7,3%
Atténuations de produits (014)	-2,6%	-2,3%	-0,1%	-5,4%
Charges fonctionnement coura	**-0,9%**	**-0,3%**	**-0,9%**	**-1,5%**
Inflation	*0,8%*	*0,9%*	*0,2%*	*1,4%*

5.2. LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT HORS INTERETS

Elles sont obtenues en ajoutant aux charges courantes les charges exceptionnelles larges.

€	2018	2019	2020	2021
Charges fct courant	38 121 970	38 337 300	38 078 216	38 042 384
+ Charges except. larges *	645 460	690 091	698 752	1 394 277
Charges fct hors intérêts	**38 767 430**	**39 027 391**	**38 776 968**	**39 436 661**

** y compris frais financiers hors intérêts (66 - 6611)*

Charges fct hors intérêts	Moyenne	2019	2020	2021
Evolution nominale	0,6%	0,7%	-0,6%	1,7%
Evolution réelle (hors inflation)	-0,3%	-0,2%	-0,8%	0,3%

Les charges exceptionnelles se décomposent en quasi-totalité par les versements au fermier titulaire de la DSP petite enfance ainsi que de la subvention au Gueulard +(0,38 M€).

Sur l'exercice budgétaire 2021, 0,6 M€ ont été affectés à l'équilibre du budget de la zone d'aménagement des vieilles vignes afin de lisser la charge générée par son déficit.

5.3. LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Les charges de fonctionnement s'obtiennent après comptabilisation des intérêts.

€	2018	2019	2020	2021
Charges fct hs intérêts	38 767 430	39 027 391	38 776 968	39 436 661
Intérêts	249 512	286 026	271 865	259 649
Charges de fonctionnement	**39 016 942**	**39 313 417**	**39 048 833**	**39 696 310**

** y compris frais financiers hors intérêts (66 - 6611)*

Charges de fonctionnement	Moyenne	2019	2020	2021
Evolution nominale	0,6%	0,8%	-0,7%	1,7%
Evolution réelle (hors inflation)	-0,3%	-0,1%	-0,9%	0,3%
Inflation	*0,8%*	*0,9%*	*0,2%*	*1,4%*

6. LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

6.1. LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT

La progression des produits en 2019 est essentiellement due à la revalorisation des bases ainsi qu'à l'augmentation de la CVAE (+ 0,8 M€), conséquence d'une décision du conseil constitutionnel modifiant l'imposition des groupes intégrés fiscalement.

En 2020, la crise sanitaire ampute de 0,5 M€ les recettes tarifaires (piscines, maison des doudous) et le produit de CVAE perd également près de 1,6 M€.

En 2021, le produit de 42,75 M€ tient compte de l'augmentation des taux des taxes foncières toutefois rognée par la compensation partielle de la perte de CFE.

€	2018	2019	2020	2021
Produits fct courant stricts	41 099 146	42 628 881	42 214 417	42 755 098
Impôts et taxes	*28 383 033*	*29 722 797*	*28 456 212*	*26 682 192*
Dotations et participations	*9 731 551*	*9 504 288*	*10 439 618*	*12 798 902*
Autres produits fct courant	*2 984 562*	*3 401 796*	*3 318 587*	*3 274 004*
Atténuations de charges	18 829	21 121	63 881	81 784
Produit fct courant	**41 117 975**	**42 650 002**	**42 278 298**	**42 836 882**

Evolution nominale	**Moyenne**	**2019**	**2020**	**2021**
Produits fct courant stricts	1,3%	3,7%	-1,0%	1,3%
Impôts et taxes	*-2,0%*	*4,7%*	*-4,3%*	*-6,2%*
Dotations et participations	*9,6%*	*-2,3%*	*9,8%*	*22,6%*
Autres produits fct courant	*3,1%*	*14,0%*	*-2,4%*	*-1,3%*
Atténuations de charges	63,2%	12,2%	202,4%	28,0%
Produit fct courant	**1,4%**	**3,7%**	**-0,9%**	**1,3%**

Evolution réelle (hors inflation)	**Moyenne**	**2019**	**2020**	**2021**
Produits fct courant stricts	0,5%	2,8%	-1,2%	-0,1%
Impôts et taxes	*-2,8%*	*3,8%*	*-4,5%*	*-7,5%*
Dotations et participations	*8,7%*	*-3,2%*	*9,6%*	*20,9%*
Autres produits fct courant	*2,3%*	*13,0%*	*-2,6%*	*-2,7%*
Atténuations de charges	61,8%	11,2%	201,8%	26,3%
Produit fct courant	**0,5%**	**2,8%**	**-1,1%**	**-0,1%**
indice d'inflation	*0,8%*	*0,9%*	*0,2%*	*1,4%*

6.2. LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT PROPREMENT DITS

En 2019, la CVAE a progressé de 0,88 M€ par rapport à 2018. Un produit de CVAE perd ensuite près de 1,6 M€ en 2020. Cette baisse est atténuée par les versements de dotations de l'État pour la compensation de perte de recettes (80 K€) et pour l'acquisition de masques (110 K€) ou encore par la régularisation de versement de la caisse d'allocation familiale (CAF) 0,4 M€. L'évolution des bases des impôts ménages et de CFE permet également un gain de 0,2 M€.

La réforme de la taxe d'habitation a eu pour conséquence le versement d'une fraction de produit de TVA correspondant au produit de TH 2020 (allocations compensatrices comprises). Le produit de CFE 2021 est réduit suite à la réforme des impôts de production et également de la perte inhérente à la fermeture des sites d'ArcelorMittal. Les compensations versées par l'Etat sont valorisées à 2,3 M€ pour les impôts fonciers et à 1,18 M€ pour la perte de CET.

Le tableau ci-après restitue les principaux postes de fonctionnement regroupés par grands chapitres.

€	2018	2019	2020	2021
Produits fct courant stricts	41 099 146	42 628 881	42 214 417	42 755 098
Impôts et taxes	28 383 033	29 722 797	28 456 212	26 682 192
Contributions directes	18 868 928	20 195 070	18 868 472	9 892 921
Impôts ménages	7 066 666	7 259 193	7 333 153	1 780 492
TP/CFE	7 452 933	7 614 319	7 743 742	4 217 978
CVAE	3 360 888	4 244 979	2 665 452	2 716 803
IFER	399 541	410 402	426 095	448 710
TA FNB	29 596	35 106	32 943	33 103
TASCOM	495 800	540 591	570 086	575 045
Rôles supplémentaires	66 731	56 255	96 925	119 922
AC reçue	272 974	272 974	272 974	493 988
Produit de TVA transférée	0	0	0	6 983 688
Reversement FNGIR	8 554 543	8 561 090	8 561 090	8 561 090
Attribution FPIC	686 497	693 663	753 676	750 505
Autres impôts et taxes	91	0	0	0
Dotations et participations	9 731 551	9 504 288	10 439 618	12 798 902
DGF	3 419 770	3 398 018	3 392 775	3 391 767
Compensations fiscales	635 320	660 582	754 287	2 405 667
Compensations pertes bases	0	0	0	1 189 809
DCRTP	4 502 885	4 484 609	4 477 629	4 477 629
Autres dotations et participatio	1 096 828	906 569	1 417 328	1 195 689
Autres produits fct courant	2 984 562	3 401 796	3 318 587	3 274 004
Produits des services	2 950 046	3 364 208	3 273 461	3 160 973
Produits de gestion	34 517	37 588	45 126	113 032
Atténuations de charges	18 829	21 121	63 881	81 784
Produit fct courant	**41 117 975**	**42 650 002**	**42 278 298**	**42 836 882**
Produits exceptionnels larges *	266 057	209 850	142 684	153 585
Produit de fonctionnement	**41 384 032**	**42 859 852**	**42 420 983**	**42 990 466**

** y compris les produits financiers divers (76 - 762)*

Produit de fonctionnement	**Moyenne**	**2019**	**2020**	**2021**
Evolution nominale	1,3%	3,6%	-1,0%	1,3%
Evolution réelle (hors inflation)	0,4%	2,6%	-1,2%	-0,1%

7. LA FISCALITE DIRECTE : IMPACT DES MESURES VOTEES EN 2021

7.1. LES PRODUITS FISCAUX RECOMPOSES

€	2018	2019	2020	2021
Impôts ménages larges [1]	7 727 117	7 948 653	8 042 311	1 918 231
Produit TH	6 240 630	6 412 426	6 467 693	245 746
Produit FB	800 699	819 648	838 704	1 505 191
Produit FNB	25 337	27 119	26 755	29 556
Taxe addiionnelle FNB	29 596	35 106	32 943	33 103
Compensations ménages	630 855	654 354	676 215	104 636
Compensation TH	627 101	650 504	672 701	0
Compensation FB	3 748	3 844	3 507	104 629
Ciompensation FNB	6	6	7	7
TP / CET large [2]	11 713 627	12 816 519	11 483 447	11 449 376
Produit TP/CFE	7 452 933	7 614 319	7 743 742	4 217 978
Produit CVAE	3 360 888	4 244 979	2 665 452	2 716 803
Produit IFER	399 541	410 402	426 095	448 710
Produit TASCOM	495 800	540 591	570 086	575 045
Compensations TP/CFE	4 465	6 228	78 072	2 301 031
Comp. RCE ou REI	923	1 368	1 448	556
Autres compensations TP/CFE/CV	3 542	4 860	76 624	86 599
Compensations de pertes de ba	0	0	0	1 189 809
Rôles supplémentaires [3]	66 731	56 255	96 925	119 922
Impôts locaux larges [1] + [2] +	**19 507 475**	**20 821 428**	**19 622 684**	**13 487 529**
DCRTP	4 502 885	4 484 609	4 477 629	4 477 629
FNGIR	8 554 543	8 561 090	8 561 090	8 561 090
FPIC	238 860	313 369	353 811	459 221
Dotation communautaire nette	-17 909 791	-17 709 791	-17 709 791	-16 839 542
Impôts locaux larges nets	**14 890 745**	**16 504 929**	**15 305 498**	**17 130 483**
Dotation de compensation SPS	2 978 952	2 910 552	2 857 338	2 801 064
Impôts locaux larges nets + DC	**17 869 697**	**19 415 481**	**18 162 836**	**19 931 547**
Inflation budgétaire (indice)	*0,8%*	*0,9%*	*0,2%*	*1,4%*

7.2. LA DOTATION COMMUNAUTAIRE NETTE VERSEE

C'est le solde entre, d'une part, la somme de l'attribution de compensation versée et la DSC et, d'autre part, l'attribution de compensation reçue.

€	2018	2019	2020	2021
Dotation communautaire nette	**17 909 791**	**17 709 791**	**17 709 791**	**16 839 542**
Dotatoin communautaire versée	18 182 765	17 982 765	17 982 765	17 333 530
AC versée	14 851 825	14 851 825	14 851 825	14 402 590
DSC versée	3 330 940	3 130 940	3 130 940	2 930 940
Attribution de compensation reç	272 974	272 974	272 974	493 988

	AC 2021	DSC 2021	TOTAL
ALGRANGE	-203 510	348 182	144 672
FAMECK	-101 499	388 887	287 388
FLORANGE	4 920 203	348 266	5 268 469
HAYANGE	5 034 554	378 062	5 412 616
KNUTANGE	-92 285	273 264	180 979
NEUFCHEF	-72 593	112 036	39 443
NILVANGE	1 640 290	325 067	1 965 357
RANGUEVAUX	-24 101	58 673	34 572
SEREMANGE ERZANGE	2 274 788	335 755	2 610 543
UCKANGE	532 755	362 748	895 503
TOTAL	**13 908 602**	**2 930 940**	**16 839 542**

7.3. LES TAUX D'IMPOSITION

Dans le tableaux présenté ci-après figure les taux d'imposition votés chaque année. Il identifie les augmentations votées pour l'exercice budgétaire 2021.

	2018	2019	2020	2021
Taux TH	8,92%	8,92%	8,92%	8,92%
Taux FB	1,03%	1,03%	1,03%	2,06%
Taux FNB	9,87%	9,87%	9,87%	10,87%
Taux TP	21,89%	22,14%	22,14%	22,22%
Taux TP de Zone	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

7.4. LES BASES NETTES D'IMPOSITION

La base nette est égale à la base brute dont on soustrait les réductions diverses, les réductions pour création d'établissement (RCE), les exonérations ainsi que l'abattement général de 16%, jusqu'en 2010. Les bases de CFE correspondent *grosso modo* à l'ancienne part foncière de l'assiette de taxe professionnelle à la différence près que la valeur initiale des bases brutes des établissements industriels estimée selon la méthode dite comptable est réduite de 30%.

Les bases de CFE

En 2021, la lecture des bases nettes est faussée par la réforme des impôts de production néanmoins, la base brute de CFE reflète la perte liée à la fermeture des sites d'ArcelorMittal (Patural et cokerie) dont l'impact est significatif. La perte de produit est toutefois partiellement compensée par l'Etat.

€	2018	2019	2020	2021
Base brute CFE	**34 208 128**	**34 996 023**	**35 599 250**	**29 511 590**
- Réduction diverses	0	7 628	9 111	8 745
- Réduct° création d'établ. (RCE/I	78 732	229 781	243 580	82 037
- Exonération par la loi	46 589	0	0	0
- Exonération par le conseil	22 822	0	0	0
- Exonération auto-entrepreneurs	0	0	0	0
= Base semi-nette	**34 059 985**	**34 758 614**	**35 346 559**	**19 398 493**
- Ajustement et écrêtement	12 781	366 928	370 306	415 692
= Base nette	**34 047 204**	**34 391 686**	**34 976 253**	**18 982 801**

Evolution nominale	**Moyenne**	**2019**	**2020**	**2021**
Base brute CFE		2,3%	1,7%	-17,1%
Base nette CFE		1,0%	1,7%	-45,7%
Base brute TP/CFE	**-4,8%**	**2,3%**	**1,7%**	**-17,1%**
Base nette TP/CFE	**-17,7%**	**1,0%**	**1,7%**	**-45,7%**

Evolution physique	**Moyenne**	**2019**	**2020**	**2021**
Base brute CFE		1,4%	0,6%	-17,3%
Base nette CFE		0,1%	0,5%	-45,8%
Base brute TP/CFE	**-5,5%**	**1,4%**	**0,6%**	**-17,3%**
Base nette TP/CFE	**-18,3%**	**0,1%**	**0,5%**	**-45,8%**
Actualisation TP/CFE (Indice)	***1,008***	***1,009***	***1,012***	***1,002***

	2020		2021	
Commune	**Produit intercommunal**		**Produit intercommunal**	
	Total	**%**	**Total**	**%**
ALGRANGE	119 464	1,54%	120 906	2,87%
FAMECK	732 120	9,45%	571 684	13,56%
FLORANGE	3 172 156	40,96%	1 969 944	46,71%
HAYANGE	**1 679 810**	**21,69%**	**454 402**	**10,77%**
KNUTANGE	80 843	1,04%	84 116	1,99%
NEUFCHEF	23 128	0,30%	23 962	0,57%
NILVANGE	562 643	7,27%	311 727	7,39%
RANGUEVAUX	8 999	0,12%	7 540	0,18%
SEREMANGE-ERZANGE	946 118	12,22%	409 324	9,71%
UCKANGE	419 079	5,41%	263 832	6,26%
Total	**7 744 360**	**100,00%**	**4 217 437**	**100,00%**

Les entreprises les plus contributrices (CFE)

N°	Etablissement	2020 Cotisations interco. Total	2020 Cotisations interco. %	2021 Cotisations interco. Total	2021 Cotisations interco. %
1	ARCELORMITTAL FRANCE	1 184 614	15,30%	1 135 276	26,92%
2	ARCELORMITTAL FRANCE	853 127	11,02%	339 005	8,04%
3	LIBERTY RAIL HAYANGE	499 279	6,45%	251 075	5,95%
4	ARCELORMITTAL TAILOREDBLANKS LORRAINE SAS	248 343	3,21%	124 855	2,96%
5	FIFAM	105 607	1,36%	97 519	2,31%
6	THYSSENKRUPP PRESTA FRANCE SAS	171 896	2,22%	86 433	2,05%
7	TENNECO AUTOMOTIVE SERVICES	137 953	1,78%	69 385	1,65%
8	ZF LEMFORDER METAL FRANCE	120 450	1,56%	60 564	1,44%
9	LIBERTY RAIL HAYANGE	88 903	1,15%	44 703	1,06%
10	THYSSENKRUPP PRESTA FRANCE SAS	81 249	1,05%	40 867	0,97%
11	GEPOR	36 505	0,47%	39 743	0,94%
12	SOC MOSELL VENTE FER TOLE ACIER GANS	66 440	0,86%	35 318	0,84%
13	TRIMY	34 089	0,44%	34 025	0,81%
14	UMICORE AUTOCAT FRANCE	65 375	0,84%	32 863	0,78%
15	SAFRAN NACELLES	29 369	0,38%	29 528	0,70%
16	SOVITEC FRANCE	57 469	0,74%	28 899	0,69%
17	THYSSENKRUPP PRESTA FRANCE SAS	56 579	0,73%	28 441	0,67%
18	SUEZ RV LORRAINE	47 278	0,61%	23 774	0,56%
19	SOC D'EXPLOIT SOUS-PRODUITS SIDERURGIQUE	41 669	0,54%	20 945	0,50%
20	REDIA	19 999	0,26%	20 268	0,48%
21	CIBOMAT	19 555	0,25%	20 015	0,47%
22	ADOMA	18 557	0,24%	18 445	0,44%
23	DISTRI NABOR	18 230	0,24%	18 275	0,43%
24	NORD CHROME	33 298	0,43%	17 372	0,41%
25	RTE RESEAU DE TRANSPORT D ELECTRICITE	34 174	0,44%	17 179	0,41%
26	GRAFF	21 740	0,28%	10 931	0,26%
27	ARCELORMITTAL FRANCE	2 018 510	26,06%	0	0,00%
	Sous-total	**6 110 257**	**78,90%**	**2 645 703**	**62,73%**
	Diffus	**1 634 103**	**21,10%**	**1 571 734**	**37,27%**
	Total	**7 744 360**	**100,00%**	**4 217 437**	**100,00%**

La lecture des variations est particulière sur cette année 2021. L'impact de la réforme des impôts de production en application de la loi de finance 2021 aura réduit de moitié (dans la majorité des cas) la contribution foncière des entreprises industrielles. Nous en avons une bonne représentation sur notre territoire.

La perte de la CFE issue des sites de la cokerie et des hauts-fourneaux est également nettement visible. ArcelorMittal France contribue directement pour 1,5 M€ contre 4 M€ en 2020. Cette variation est en partie compensée par les réformes prévues par la loi de finances pour 2021 et pour partie par le dispositif de compensation des pertes de contribution économique territoriales notifié par l'État. La Communauté en bénéficiera encore sur les deux exercices budgétaires à venir.

La sortie progressive de la crise sanitaire ainsi que la fin des dispositifs d'aides mises en place pendant cette période vont certainement encore marquer l'évolution des produits de CFE et de CVAE des prochaines années. Il est toutefois difficile d'en anticiper les variations à ce stade. A titre d'exemple, l'administration fiscale anticipe une baisse de 0,7 M€ de CVAE sur l'exercice 2022, la cokerie a cependant conservée une activité sur la moitié de l'année 2020. Cela laisse présager une baisse supplémentaire sur le produit à percevoir par l'EPCI en 2023.

Les bases ménages

€	2018	2019	2020	2021
Base nette TH	69 962 220	71 888 186	72 507 772	2 754 999
Base nette FB	77 737 812	79 577 510	81 427 577	73 067 503
Base nette FNB	256 705	274 760	271 079	271 901

Evolution nominale	Moyenne	2019	2020	2021
Base nette TH	-66,0%	2,8%	0,9%	-96,2%
Base nette FB	-2,0%	2,4%	2,3%	-10,3%
Base nette FNB	1,9%	7,0%	-1,3%	0,3%

Evolution physique	Moyenne	2019	2020	2021
Base nette TH	-66,3%	0,5%	0,0%	-96,2%
Base nette FB	-3,2%	0,2%	1,1%	-10,4%
Base nette FNB	0,7%	4,7%	-2,5%	0,1%
Indice d'actualisation TH et FB	***1,012***	***1,022***	***1,012***	***1,002***
Indice d'actualisation FNB	***1,012***	***1,022***	***1,012***	***1,002***

La réforme de la TH et la réforme des impôts de production faussent les comparaisons pluriannuelles.

8. LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

8.1. LA DOTATION DE COMPENSATION

Cette dotation (DC) correspond à la compensation pour suppression de la part salaires (CPS), qui a été intégrée à la DGF en 2004. Depuis, elle progresse selon un taux d'évolution, fixé par le Comité des Finances Locales (CFL).

€	2018	2019	2020	2021
Dotation de compensation n-1	3 042 484	2 978 952	2 910 552	2 857 338
= Dot° de compensation référenc	3 042 484	2 978 952	2 910 552	2 857 338
x Evolution nationale	0,9791	0,9770	0,9817	0,9803
= Dotation de compensation	**2 978 952**	**2 910 552**	**2 857 338**	**2 801 064**

** Prélèvement France Télécom 2003 actualisé + perte de produit France Télécom 2003-2010*

8.2. LA DOTATION D'INTERCOMMUNALITE

La dotation d'intercommunalité est composée de la dotation de base (30% au plan national), de la dotation de péréquation (70% au plan national), et d'une éventuelle garantie. Le montant de la dotation de base dépend de la population DGF et du Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF).

La dotation de péréquation tient compte, en plus des critères utilisés pour le calcul de la dotation de base, de l'écart relatif entre le potentiel fiscal de l'EPCI et le potentiel fiscal moyen de sa catégorie.

La dotation d'intercommunalité spontanée s'entend hors garantie. Elle varie en fonction des critères. Une fois ajoutée la garantie est obtenue la dotation d'intercommunalité proprement dite (ou DI totale).

La dotation est désormais répartie dans une enveloppe commune, et non dans quatre enveloppes séparées. L'écart des attributions en fonction de la catégorie juridique à laquelle appartient l'EPCI est donc supprimé. La contribution au redressement des finances publiques est dorénavant déduite globalement pour l'ensemble des collectivités avant le calcul de la répartition.

Comme dans le passé, la répartition est faite en fonction du coefficient d'intégration fiscale et du potentiel fiscal, un troisième critère, le revenu par habitant, est introduit.

Un EPCI ne peut percevoir une attribution par habitant supérieure à 110 % du montant perçu au titre de l'année précédente. Le montant pris en compte dans le cadre de ce calcul, est celui après réalimentation.

L'écrêtement qui impacte l'EPCI garantit une légère augmentation annuelle de la dotation d'intercommunalité qui permet d'atténuer la baisse constante appliquée à la dotation de compensation.

€	2018	2019	2020	2021
Dotation de base	961 410	0	428 712	404 483
Dotation de péréquation	1 459 192	0	883 046	849 892
Bonification ou Majoration	0	0	0	0
Dotation d'interco tronc comm	**2 420 602**	**0**	**1 311 758**	**1 254 375**
Ecrêtement	0	0	0	663 672
Redistribution d'écrêtement	0	0	0	0
Majoration SAN	0	0	0	0
Dotation d'interco hs garantie	**2 420 602**	**487 466**	**535 437**	**590 703**
Garantie	0	0	0	0
Garantie CU	0	0	0	0
Contribution RFP	-1 979 784	0	0	0
Ajustement annuel	0	487 466	-776 321	0
Dotation d'intercommunalité	**440 818**	**487 466**	**535 437**	**590 703**

8.3. DGF

La DGF est la somme de la dotation d'intercommunalité et de la dotation de compensation

8.3.1. MONTANTS

€	2018	2019	2020	2021
Dotation d'interco hs garantie	2 420 602	487 466	535 437	590 703
Dotation d'intercommunalité	440 818	487 466	535 437	590 703
Dotation de compensation	2 978 952	2 910 552	2 857 338	2 801 064
DGF	**3 419 770**	**3 398 018**	**3 392 775**	**3 391 767**

8.3.2. EVOLUTIONS

Evolution nominale	**Moyenne**	**2019**	**2020**	**2021**
Dotation d'interco hs garantie	-37,5%	-79,9%	9,8%	10,3%
Dotation d'intercommunalité	10,2%	10,6%	9,8%	10,3%
Dotation de compensation	-2,0%	-2,3%	-1,8%	-2,0%
DGF	**-0,3%**	**-0,6%**	**-0,2%**	**0,0%**

Evolution réelle (hors inflation)	**Moyenne**	**2019**	**2020**	**2021**
Dotation d'interco hs garantie	-38,0%	-80,0%	9,6%	8,8%
Dotation d'intercommunalité	9,3%	9,6%	9,6%	8,8%
Dotation de compensation	-2,8%	-3,2%	-2,0%	-3,3%
DGF	**-1,1%**	**-1,5%**	**-0,4%**	**-1,4%**
indice d'inflation	*0,8%*	*0,9%*	*0,2%*	*1,4%*

8.3.3. LES CRITERES DGF

La dotation d'intercommunalité est calculée en fonction de trois critères : la population DGF, le potentiel fiscal et le coefficient d'intégration fiscale.

8.3.3.1. POPULATION DGF

La population DGF est égale à la population totale INSEE de l'EPCI, majorée du nombre de résidences secondaires et du nombre de places de caravanes situées sur des aires d'accueil des gens du voyage (ce nombre étant doublé dans les communes éligibles l'année précédente à la DSU ou à la DSR Bourg-centre).

Les chiffres ci-dessous témoignent d'un dynamisme démographique du territoire pris globalement. Néanmoins, des disparités importantes existent entre amont et aval de la vallée, notamment suite aux blocages d'urbanisme des communes touchées par la vétusté du réseau d'assainissement. Le programme de réhabilitation de ces réseaux adoptés en 2021 ouvre des perspectives importantes et permettra d'amplifier ce dynamisme démographique d'une façon qui devra être plus homogène.

	2018	2019	2020	2021
Population totale	70 700	71 065	70 984	71 176
Résidences secondaires	152	162	140	156
Majoration places de caravane*	0	0	0	0
Population DGF	**70 852**	**71 227**	**71 124**	**71 332**

(*) Le nombre de places est multiplié par 2 si la commune est éligible à la DSU ou à la DSR BC en n-1

8.3.3.2. POTENTIEL FISCAL PAR HABITANT

Le potentiel fiscal par habitant (PF/h) est calculé en divisant le potentiel fiscal de la Communauté par sa population.

La variation constatée sur le potentiel fiscal total trouve son origine dans la perte importante de CVAE intervenue sur 2020 et impactant le calcul de l'indicateur sur 2021.

	2018	2019	2020	2021
Potentiel fiscal total	38 357 856	37 969 461	39 182 404	37 835 153
/ Population DGF	70 852	71 227	71 124	71 332
= Potentiel fiscal 4T / habitant	**541,38**	**533,08**	**550,90**	**530,41**

ECART AU POTENTIEL FISCAL MOYEN /hab. DE LA CATEGORIE DE L'EPCI

	2018	2019	2020	2021
Potentiel fiscal 4T / habitant	541,38	533,08	550,90	530,41
Potentiel fiscal 4T/h de la catégor	401,16	397,85	408,90	414,61
Ecart au PF/h de la catégorie	**34,95%**	**33,99%**	**34,73%**	**27,93%**

8.3.3.3. COEFFICIENT D'INTEGRATION FISCALE

Le coefficient d'intégration fiscale (CIF) correspond au rapport entre la fiscalité intercommunale, mesuré par un produit fiscal large intercommunal corrigé de transferts (dit produit fiscal « disponible »), et la fiscalité consolidée communale et intercommunale.

Plus un EPCI exerce de compétences (et donc plus il mobilise de ressources fiscales à la place des communes), plus son CIF est important.

COMPARAISON AU CIF MOYEN DE LA CATEGORIE D'EPCI

	2018	2019	2020	2021
Coefficient d'Intégration Fiscale	38,24%	38,20%	39,59%	38,00%
CIF moyen	34,66%	36,43%	37,07%	38,06%
Ecart au CIF moyen	**10,35%**	**4,83%**	**6,78%**	**-0,15%**

9. FPIC

Au niveau national, le FPIC a été augmenté progressivement (150 millions d'euros en 2012) pour atteindre un milliard d'euros en loi de finances pour 2016. Il est maintenu à ce niveau depuis lors.

Financièrement, après délibérations prises à l'unanimité par le conseil de communauté, la communauté d'agglomération a perçu directement le FPIC entre 2012 et 2014. En contrepartie, la CAVF s'était engagée à l'origine sur un niveau d'équipements nouveaux et des services équivalents au montant attendu (notamment petite enfance). Pour mémoire le FPIC 2014 s'élevait à 871 344 €.

Depuis 2015, le conseil de communauté a décidé de revenir à l'application de la répartition de droit commun.

Concernant les dix communes, chacune d'elle a ainsi récupéré sa part, pour un total net de 739 779 € en 2020 et de 910 634 € en 2021.

	Contribution 2020	Attribution 2020	Solde 2020	Contribution 2021	Attribution 2021	Solde 2021	Variation en €
Algrange	-32 411	128 029	**95 618**	-24 702	136 027	**111 325**	***15 707***
Fameck	-	268 914	**268 914**	-	294 671	**294 671**	***25 757***
Florange	-102 147	153 337	**51 190**	-78 329	159 308	**80 979**	***29 789***
Hayange	-119 642	230 217	**110 575**	-91 498	246 774	**155 276**	***44 701***
Knutange	-17 868	65 478	**47 610**	-13 509	69 810	**56 301**	***8 691***
Neufchef	-14 032	53 144	**39 112**	-10 760	56 530	**45 770**	***6 658***
Nilvange	-36 664	67 567	**30 903**	-27 839	68 713	**40 874**	***9 971***
Ranguevaux	-4 863	16 057	**11 194**	-3 727	16 803	**13 076**	***1 882***
Sérémange	-38 608	52 261	**13 653**	-29 655	54 115	**24 460**	***10 807***
Uckange	-44 065	115 075	**71 010**	-33 837	121 739	**87 902**	***16 892***
TOTAUX	**-410 300**	**1 150 079**	**739 779**	**-313 856**	**1 224 490**	**910 634**	***170 855***

CAVF part propre	**-399 865**	**753 676**	**353 811**	**-291 284**	**750 505**	**459 221**	***105 410***

10. CONCLUSION

La crise sanitaire que l'on pensait s'achever au cours de cette année 2021 perdure. Elle continue d'impacter l'activité de la collectivité sous différentes formes. D'un point de vue budgétaire, certaines dépenses programmées n'ont pas été exécutées pleinement et ont permis à la collectivité de préserver son épargne brute.

Cependant, l'impact de la prise en compte des fermetures des sites sidérurgiques d'ArcelorMittal et le manque à gagner qui s'en suit assombrit les prévisions d'évolution des recettes fiscales de l'EPCI, malgré les dispositifs de compensation qui ne seront effectifs que pour deux autres exercices budgétaires. Le pacte fiscal et financier adopté en 2021 permet à la collectivité de conserver sa capacité de financement pour les deux exercices à venir.

Les conséquences des réformes fiscales (TH, locaux industriels, indicateurs financiers et fiscaux) laissent entrevoir de nouvelles difficultés à moyen terme (2024-2026).

Comme à la fin de l'exercice précédent, la maîtrise de nos charges de fonctionnement nous protège de la volatilité des dotations de péréquation et des conséquences de la baisse des impôts de production, jusque là principale source de revenus fiscaux.

III. HYPOTHESES PROSPECTIVES

1. DONNEES NATIONALES

1.1. INDICATEURS ECONOMIQUES PRINCIPAUX

Ils concernent les indices économiques ayant un effet direct ou indirect sur les finances locales.

	Moy.	2022	2023	2024	2025	2026
Inflation budgétaire*	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
Inflation prévisionnelle LF	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
Taux d'ctualisation TH, FB	1,7%	3,4%	0,8%	1,5%	1,5%	1,5%
Taux d'actualisation FNB	1,7%	3,4%	0,8%	1,5%	1,5%	1,5%
Taux d'actualisation CFE	1,2%	0,8%	0,8%	1,5%	1,5%	1,5%

** s'applique aux charges de fonctionnement hors intérêts et aux produits de fonctionnement divers*

Avec l'évolution de l'inflation constatée sur 2021, les bases des impôts ménages seront revalorisées de 3,4 % sur 2022.

1.2. DGF ATTENDUE

Ces critères sont des éléments introduits dans le modèle prospectif par l'analyste. Ils ne sont donc pas calculés à partir d'autres variables.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dotation d'intercommunalité	535 437	590 703	649 773	714 751	786 226	864 848	951 333
Dotation de Compensation	2 857 338	2 801 064	2 741 350	2 684 014	2 626 678	2 569 342	2 512 006
DGF	**3 392 775**	**3 391 767**	**3 391 124**	**3 398 765**	**3 412 904**	**3 434 190**	**3 463 339**
Population	71 332	71 332	71 332	71 332	71 332	71 332	71 332
DGF/hab	**47,56 €**	**47,55 €**	**47,54 €**	**47,65 €**	**47,85 €**	**48,14 €**	**48,55 €**

2. DOTATION COMMUNAUTAIRE (AC + DSC)

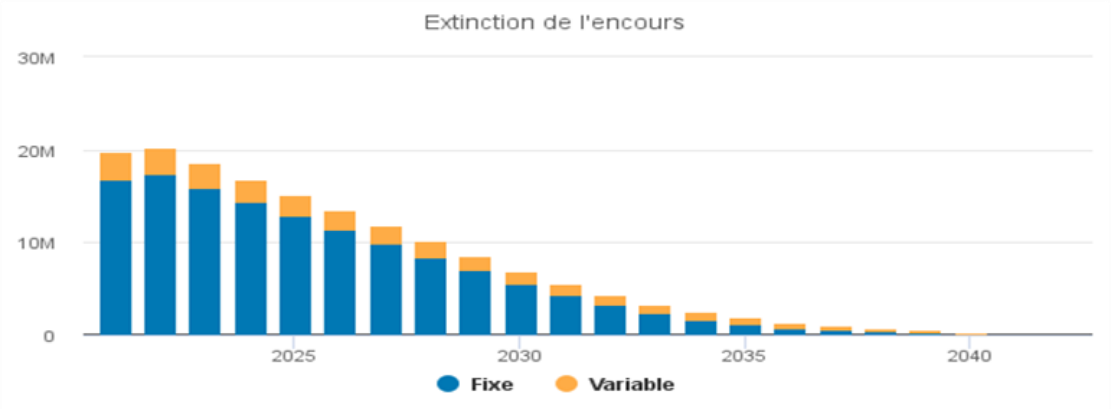
On distingue la dotation communautaire versée, composée de l'attribution de compensation et de la dotation de solidarité communautaire versées, de l'attribution de compensation reçue.

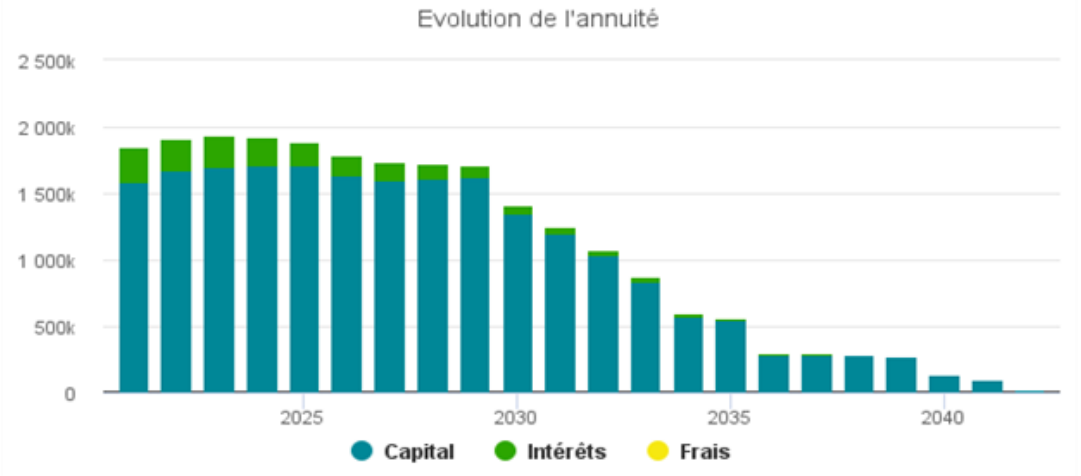
€	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Attribution de compensation versée	14 402 590	15 818 229	15 391 048	14 776 963	14 744 102	14 744 102
Dot° solidarité communautaire versée	2 930 940	0	0	0	0	0
Dot° communautaire versée	**17 333 530**	**15 818 229**	**15 391 048**	**14 776 963**	**14 744 102**	**14 744 102**
Attribution de compensation reçue	493 988	41 067	41 067	37 943	37 943	37 943

Ce tableau tient compte des dernières délibérations impactant les attributions de compensation (lissage du transfert de compétence eau pluviale et pacte financier et fiscal).

3. DETTE

3.1. LE PLAN D'EXTINCTION DE LA DETTE





Ex.	Encours début	Tirage	Annuité	Intérêts	Taux moy.	Taux act.	Amort.	Solde
2021	24 738 742,18	6 000 000,00	2 532 389,30	405 345,72	1,50%	1,52%	2 127 043,58	2 532 389,30
2022	28 611698,60	0,00	2 685 985,89	388 673,41	1,40%	1,43%	2 297 312,48	2 685 985,89
2023	26 314 386,12	0,00	2 704 849,16	356 548,60	1,38%	1,41%	2 348 300,56	2 704 849,16
2024	23 966 085,56	0,00	2 681428,81	319 213,76	1,36%	1,39%	2 362 215,05	2 681428,81
2025	21603 870,51	0,00	2 631189,09	280 933,77	1,32%	1,36%	2 350 255,32	2 631189,09
2026	19 253 615,19	0,00	2 484 328,04	243 243,22	1,28%	1,33%	2 241084,82	2 484 328,04
2027	17 012 530,37	0,00	2 393 622,07	207 706,61	1,24%	1,29%	2 185 915,46	2 393 622,07
2028	14 826 614,91	0,00	2 345 525,18	172 705,07	1,18%	1,24%	2 172 820,11	2 345 525,18
2029	12 653 794,80	0,00	2 294 823,49	137 863,54	1,09%	1,17%	2 156 959,95	2 294 823,49
2030	10 496 834,85	0,00	1914 179,14	104 598,31	1,06%	1,09%	1809 580,83	1914 179,14
2031	8 687 254,02	0,00	1696 162,02	84 297,97	1,04%	1,06%	1611864,05	1696 162,02
2032	7 075 389,95	0,00	1505 215,53	66 178,23	1,01%	1,03%	1439 037,30	1505 215,53
2033	5 636 352,65	0,00	1261038,66	50 798,84	0,98%	1,01%	1210 239,82	1261038,66
2034	4 426 112,83	0,00	973 576,02	40 050,38	0,98%	0,99%	933 525,64	973 576,02
2035	3 492 587,19	0,00	856 279,07	31804,15	1,00%	1,00%	824 474,92	856 279,07
2036	2 668 112,27	0,00	529 896,87	25 564,39	1,03%	1,04%	504 332,48	529 896,87
2037	2 163 779,79	0,00	520 348,89	20 746,77	1,05%	1,05%	499 602,12	520 348,89
2038	1664 177,67	0,00	518 148,39	15 907,72	1,08%	1,07%	502 240,67	518 148,39
2039	1 161937,00	0,00	503 447,92	11011,02	1,14%	1,12%	492 436,90	503 447,92
2040	669 500,10	0,00	358 933,10	6 697,87	1,34%	1,21%	352 235,23	358 933,10
2041	317 264,87	0,00	209 755,21	4 199,54	2,09%	1,60%	205 555,67	209 755,21
2042	111709,20	0,00	58 866,45	2 567,73	3,68%	2,77%	56 298,72	58 866,45
2043	55 410,48	0,00	21301,76	1727,09	3,51%	3,71%	19 574,67	21301,76
2044	35 835,81	0,00	21301,76	916,75	3,04%	3,48%	20 385,01	21301,76
2045	15 450,80	0,00	8 188,43	223,04	1,76%	2,62%	7 965,39	8 188,43
2046	7 485,41	0,00	3 817,32	107,25	1,76%	1,77%	3 710,07	3 817,32
2047	3 775,34	0,00	3 816,92	41,58	1,76%	1,77%	3 775,34	3 816,92

3.2. ANNUITE DE LA DETTE

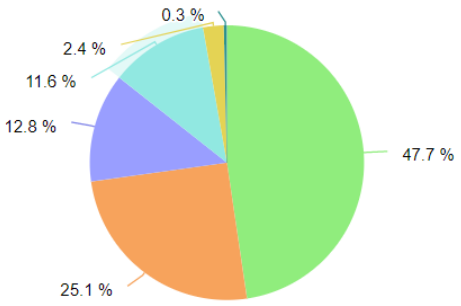
Le plan d'extinction de la dette antérieure au 31 décembre figure dans le tableau ci-après. Il ne comprend pas l'annuité liée aux éventuels remboursements anticipés d'emprunts (RA).

€	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Capital antérieur	1 584 354	1 669 250	1 704 514	1 715 162	1 711 160	1 634 020
+ Intérêts antérieurs	259 649	247 554	226 803	202 795	178 422	153 772
= Annuité de dette antérieure	**1 844 003**	**1 916 804**	**1 931 317**	**1 917 958**	**1 889 582**	**1 787 793**

3.3. LA DETTE GARANTIE

La dette garantie, qui, sauf évènement majeur, ne sera jamais prise en charge directement par la communauté d'agglomération. L'EPCI accorde une garantie à des emprunts contractés pour les opérations de construction, d'acquisition ou de de réhabilitation des logements sociaux aux bailleurs.

Ainsi 97 % de la dette garantie par la communauté d'agglomération concerne le logement social. Batigère représente près de la moitié des garanties accordées.



Beneficiaire	Montant
BATIGERE :	18 731 148,57
PRESENCE HABITAT :	9 882 523,93
LOGIEST SOCIETE ANONYME D 'HLM :	5 044 374,28
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT PORTES DE FRANCE THIONVILLE :	4 544 149,69
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT DE LA MOSELLE :	960 000,00
INSTITUT DE METALLURGIE DU VAL DE FENSCH :	137 324,07
TOTAL	39 299 520,54

4. AUTORISATION DE PROGRAMMES

Les Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) sont un outil nécessaire à la réalisation d'un plan d'équipement pluriannuel. Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées. Les crédits de paiement représentent quant à eux la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées dans l'année. Les AP/CP sont votés par le conseil de communauté, par délibérations distinctes, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives. La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement. Dès cette délibération, l'exécution peut commencer (signature d'un marché par exemple). Toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération. Le suivi des AP/CP est également retracé dans une annexe à chaque étape budgétaire (budget primitif, compte administratif).

Deux opérations sont typés AP/CP, depuis la clôture des autorisations pour le centre technique environnement et les grands bureaux de Uckange, il s'agit des opérations :

- Cœur de Ville Cœur de Fensch (AP130805) dont le montant de l'AP est de 22 M€,
- Structure petite enfance relatives à la création de crèches (AP 0004) dont le montant de l'AP est de 3,8 M€.

La délibération du 16 décembre 2021 a revu les montants des CP 2021 et CP 2022.

DÉPENSES									
N° AP de l'AP	Libellé	Montant de l'AP	2013-2016	2017	2018	2019	2020	CP 2021	CP 2022
AP 130805	Cœur de Ville Cœur de Fensch	22 000 000	864 980	1 457 570	4 733 184	5 898 770	2 793 870	4 839 623	1 412 003

DÉPENSES							
N° AP de l'AP	Libellé	Montant de l'AP	2018	2019	2020	CP 2021	CP 2022
AP 04	Petite enfance	3 801 000	240 607	429 419	933 821	875 950	1 321 203

Au regard du consommé de l'année 2021 sur ces deux opérations, il sera nécessaire d'ajuster les crédits de paiements pour l'année 2022.

5. INVESTISSEMENT

5.1. DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS ANNUITE EN CAPITAL

Les dépenses d'investissement hors annuité en capital sont données, en montants annuels et moyens, dans le tableau ci-après.

L'année 2021 a comme en 2020 connu un certain ralentissement dans l'exécution des dépenses d'investissement. La dépense de 2,8 M€ des Tilleuls se reporte sur l'année 2022 et pèsera pour un total de 3,3 M€ (second versement de 0,5 M€).

La mise en œuvre du pacte financier et fiscal aura pour conséquence la comptabilisation de l'enveloppe de fonds de concours à destination des communes en remplacement de la dotation de solidarité versée jusqu'alors en fonctionnement.

1,2 M€ devraient être consacrés aux avances aux budgets annexes pour soutenir l'investissement sur ces budgets (budget zones, collecte, assainissement).

€	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépenses directes d'équipement	4 646 336	8 000 000	6 050 000	5 050 000	5 050 000	5 050 000
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	212 242	1 500 000	1 580 000	1 230 000	1 230 000	1 230 000
Dépenses d'équipement	**4 858 578**	**9 500 000**	**7 630 000**	**6 280 000**	**6 280 000**	**6 280 000**
Opérations pour compte de tiers (Dép	169 156	290 000	120 000	50 000	50 000	50 000
Dépenses financières d'investissemer	303 640	1 240 000	106 000	0	0	0
Dép. d'investissement hs dette	**5 331 374**	**11 030 000**	**7 856 000**	**6 330 000**	**6 330 000**	**6 330 000**
Remboursement anticipé	0	0	0	0	0	0
Dép. d'investissement hs annuité	**5 331 374**	**11 030 000**	**7 856 000**	**6 330 000**	**6 330 000**	**6 330 000**
Moyenne dépenses d'équipement 2021/2026			*6 804 763*			
Moyenne dépenses d'investissement hors dette 2021/2026			*7 201 229*			
Moyenne dépenses d'investissement hors annuité 2021/2026			*7 201 229*			

5.2. RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT

Les recettes d'investissement hors emprunt comprennent les dotations (dont le FCTVA calculé selon une proportion choisie de dépenses éligibles), les subventions (calculées selon un taux appliqué, par opération, à la dépense) et les recettes d'investissement diverses (dont les cessions).

Ces montants correspondent aux mouvements réels hors virements, amortissements et provisions. Pour les autres recettes il s'agit des travaux pour compte de tiers (CVCF) et des avances remboursables provenant des budgets annexes.

€	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Proportion des DI éligibles FCTVA	65,9%	87,4%	87,4%	100,0%	100,0%	100,0%
FCTVA [RPI]	502 060	1 146 667	867 196	828 402	828 402	828 402
Total compte 10 [RPI]	502 060	1 146 667	867 196	828 402	828 402	828 402
Subventions d'équipement	2 132 647	1 482 000	1 382 000	682 000	682 000	682 000
Total compte 13	2 132 647	1 482 000	1 382 000	682 000	682 000	682 000
Opérations pour compte de tiers	471 749	150 000	200 000	50 000	50 000	50 000
Cessions [RPI]	174 387	0	0	0	0	0
Autres recettes d'investissement [RPI]	16 338	0	0	0	0	0
Total RI diverses	190 725	0	0	0	0	0
Rec. d'investissement hs emprunt	**3 297 181**	**2 778 667**	**2 449 196**	**1 560 402**	**1 560 402**	**1 560 402**

Les montants de subventions d'équipement reçues en 2021 proviennent majoritairement de l'opération Tilleuls (0,8 M€ de l'ANRU) et des subventions pour les structures de la petite enfance (0,9 M€).

Pour 2022, l'enveloppe de 1,48 M€ attendue devrait se composer des dotations de soutien à l'investissement (plan de relance) ainsi que des subventions à destination des structures de la petite enfance.

6. SYNTHESE

6.1.1. TABLEAU DE SYNTHESE BUDGET PRINCIPAL

	CA			CA prévisionnels				
	2019	**2020**	**2021***	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**
AC/DSC	17 982 765	17 982 765	17 333 530	15 818 229	15 391 048	14 776 963	14 744 102	14 744 102
Charges à caractère général	4 760 202	4 087 250	3 943 227	4 270 838	4 372 171	4 475 993	4 582 366	4 691 352
Charges de personnel	9 306 120	9 269 093	9 565 025	9 704 409	9 845 511	9 988 685	10 133 961	10 281 371
Charges de gestion courante	5 901 917	6 335 598	6 890 558	7 132 825	7 594 250	7 952 456	8 309 649	8 367 584
Autres charges	1 362 414	1 374 127	1 963 970	1 882 530	1 690 100	1 719 666	1 586 784	1 655 770
Charges fonctionnement (A)	**39 313 417**	**39 048 833**	**39 696 310**	**38 808 832**	**38 893 080**	**38 913 763**	**39 356 861**	**39 740 179**
Opérations d'ordre	*1 868 730*	*1 920 991*	*1 698 603*	*1 291 292*	*1 624 847*	*1 782 744*	*1 974 027*	*2 017 338*
Impôts et taxes	29 722 797	28 456 212	26 682 192	25 831 212	26 273 266	26 648 346	26 947 561	26 916 954
Dotations et participations	9 504 288	10 439 618	12 798 902	12 886 294	12 412 796	11 536 748	11 593 911	11 659 523
Autres produits	3 632 768	3 525 153	3 509 373	3 310 867	3 620 763	3 781 654	3 843 658	3 906 836
Produits fonctionnement (B)	**42 859 852**	**42 420 983**	**42 990 466**	**42 028 373**	**42 306 825**	**41 966 748**	**42 385 130**	**42 483 312**
Opérations d'ordre	*634 238*	*879 852*	*762 380*	*1 025 682*	*1 001 745*	*1 465 073*	*1 847 473*	*1 953 600*
Epargne brute (B-A)	***3 546 435***	***3 372 149***	***3 294 156***	***3 219 542***	***3 413 745***	***3 052 985***	***3 028 269***	***2 743 134***
Epargne nette	***2 321 161***	***2 065 345***	***1 709 802***	***1 550 292***	***1 584 097***	***1 087 315***	***941 733***	***607 376***
Résultat de fonctionnement de l'exercice	**2 311 943**	**2 331 010**	**2 357 933**	**2 953 932**	**2 790 643**	**2 735 314**	**2 901 714**	**2 679 395**
Rappel excédent de fct reporté	*3 956 281*	*3 106 579*	*5 494 495*	*5 637 837*	*6 140 796*	*4 718 089*	*3 435 806*	*2 007 941*
Résultat de fonctionnement (C)	**6 389 445**	**5 494 495**	**8 026 816**	**8 591 769**	**8 931 439**	**7 453 403**	**6 337 521**	**4 687 337**
Dépenses d'investissement (y.c. reports)	**19 528 234**	**12 559 584**	**7 824 411**	**13 724 932**	**13 138 366**	**13 974 094**	**14 281 605**	**14 748 936**
Dont remb. du capital de la dette	*1 225 274*	*1 306 805*	*1 584 354*	*1 669 250*	*1 829 648*	*1 965 670*	*2 086 536*	*2 135 757*
Dont avances aux budgets annexes	*100 000*	*1 015 000*	*293 000*	*1 240 000*	*106 000*	*0*	*0*	*0*
Dont déficit reporté	*3 404 151*	*3 755 341*	*0*	*0*	*2 450 973*	*4 213 351*	*4 017 597*	*4 329 579*
Dont dépenses d'équipement	*10 297 935*	*4 792 233*	*4 646 336*	*8 000 000*	*6 050 000*	*5 050 000*	*5 050 000*	*5 050 000*
Dont fonds de concours et subventions	*1 216 236*	*133 093*	*212 242*	*1 500 000*	*1 580 000*	*1 230 000*	*1 230 000*	*1 230 000*
Recettes d'investissement (y.c. reports)	**15 772 893**	**13 926 317**	**9 239 433**	**11 273 959**	**8 925 015**	**9 956 497**	**9 952 026**	**10 307 320**
Dont Emprunts	*3 000 000*	*4 000 000*	*2 000 000*	*2 000 000*	*2 000 000*	*2 000 000*	*2 000 000*	*2 000 000*
Dont affectation au cpt 1068	*2 260 438*	*3 282 866*	*0*	*2 388 979*	*2 450 973*	*4 213 351*	*4 017 597*	*4 329 579*
Dont remb.avances aux budgets annexes	*2 536 000*	*2 150 000*	*905 000*	*1 400 000*	*400 000*	*400 000*	*400 000*	*400 000*
Dont excédent reporté	*0*	*0*	*1 366 733*	*1 415 021*	*0*	*0*	*0*	*0*
Résultat d'investissement (D)	**-3 755 341**	**1 366 733**	**1 415 021**	**-2 450 973**	**-4 213 351**	**-4 017 597**	**-4 329 579**	**-4 441 617**
Résultat global de clôture (C+D)	**2 634 104**	**6 861 228**	**9 441 837**	**6 140 796**	**4 718 089**	**3 435 806**	**2 007 942**	**245 720**
Besoin de financement	**1 774 726**	**2 693 195**	**415 646**	**330 750**	**170 352**	**34 330**	**-86 536**	**-135 757**

Le besoin de financement correspond à la différence entre le montant de capital emprunté et le remboursement du capital de l'emprunt

** Chiffres 2021 provisoires*

6.1.2. NOTE EXPLICATIVE BUDGET PRINCIPAL

La prospective présentée est établie sur la base des réalisations 2021 (estimation du CA), et d'une extrapolation des comptes administratifs suivants. L'année 2022 est élaborée sur la base des informations transmises à ce jour par les services et des éléments ressortant de la loi de finance pour 2022. Ces évaluations sont réalisées en fonction des taux de réalisation habituellement constatés pour chaque type de dépenses ou de recettes et adaptées à la crise actuelle.

Cette exercice de prospective est rendu périlleux pour plusieurs raisons :

- La poursuite ou non de la crise sanitaire et de son impact sur les finances aussi bien au niveau des dépenses que des aides reçues,
- La baisse des produits fiscaux perçus par la communauté d'agglomération notamment les recettes liées aux entreprises (CFE et CVAE),
- La réforme des indicateurs financiers et fiscaux qui modifient la définition de la richesse d'un territoire et par conséquent les concours reversés (FPIC).

La section de fonctionnement

Concernant la section de fonctionnement, les différentes lignes de dépenses et recettes sont affectées de coefficients de variation annuelle en fonction des éléments en notre possession.

Les dépenses de fonctionnement

Les **attributions de compensation** versées sur l'exercice 2022 et suivants correspondent aux valeurs de reversements déterminées par d'une part le transfert de la compétence eau pluviale et d'autre part, la mise en œuvre du pacte financier et fiscal voté en fin d'année 2021. Celui-ci transfère la charge de dotation de solidarité vers l'investissement par le versement de fonds de concours aux communes.

Les **charges à caractère général** progressent globalement de 1 % par an inflation comprise (1,5 %) à partir de 2023. En 2022, la progression des charges anticipe une reprise d'activité plus prononcée. Cela devrait mécaniquement augmenter les charges relatives aux piscines. Les fluides représentent une part conséquente du coût de fonctionnement de ces dernières. L'augmentation des tarifs de gaz et d'électricité devrait fortement impacter ce poste (potentiellement + 0,2 M€).

Les **charges de personnel** évoluent, comme dans les prospectives précédentes, de manière progressive avec des variations annuelles de l'ordre de 1,5 % sur l'intervalle 2022-2026. Cela représente habituellement l'effet glissement-vieillissement-technicité (GVT). Le montant tient également compte de l'évolution nationale prévue pour les grilles de catégorie C liée à l'augmentation de la valeur du SMIC au 1er octobre 2021.

Il est bon de rappeler que les charges de personnel recensent l'ensemble des dépenses salariales, y compris celles des budgets annexes qui progressent sensiblement ces dernières années (extension de la régie OM, eau-assainissement, GEMAPI) et qui font par ailleurs, l'objet d'une recette de refacturation.

L'année 2022 contient également une charge relative au fonctionnement du centre de vaccination dont nous ne connaissons pas encore la date de fermeture effective.

L'évolution des **charges de gestion courante** est liée à l'évolution des contributions payées par la communauté d'agglomération du Val de Fensch à ses partenaires ainsi qu'aux subventions versées. La variation annuelle de l'exercice et des exercices à venir est le reflet de l'augmentation des contributions appelées par le SDIS (56 K€ en 2022) et par le SMITU (0,4 M€ en 2021) qui devrait encore progresser à minima de 0,3 M€ jusqu'en 2025.

Les évolutions des **autres charges** s'expliquent sur la période 2022-2026 par l'augmentation de la subvention au fermier de la DSP petite enfance, en raison de l'ajout de structures, mais également par le versement de subventions d'équilibre aux budgets annexes de zones (zone habitat de la Paix et Vieilles Vignes).

Les recettes de fonctionnement

Les postes **impôts et taxes ainsi que dotations et participations** sont étroitement liés sur la période 2022-2024. En effet, la baisse annoncée de CVAE (0,7 M€) sur 2022 serait tout comme la perte de CFE serait en partie compensée par l'Etat (sous réserve de confirmation par les services fiscaux en fin d'année 2022). Ce sont les variables les plus difficiles à évaluer compte tenu à la fois des réformes fiscales en cours, des pertes liées à la fermeture des sites d'ArcelorMittal et de la résilience du tissu économique local face à la crise sanitaire.

Les **autres produits** connaissent une légère inflexion en 2022 par rapport à 2021. Son origine se trouve dans la comptabilisation de produits exceptionnels sur 2021 (indemnités d'assurance, régularisations diverses). La prospective tient compte d'une reprise d'activité sur les piscines mais aussi d'une légère baisse des refacturations aux budgets annexes en raison de la comptabilisation directe de certaines charges sur ces budgets. Pour les exercices suivants, un retour à une activité totalement retrouvée est anticipée.

La section d'investissement

En section d'investissement, la logique d'une contention du niveau des dépenses est toujours adoptée. En effet, le volume d'investissement souhaité détermine indirectement le montant d'autofinancement et d'endettement nécessaire à son financement.

L'hypothèse retenue pour la prospective présentée limite à une moyenne de 5,5 M€ les dépenses d'équipements auxquelles il convient d'ajouter une enveloppe de 1,4 M€ de fonds de concours. Cette capacité d'investissement correspond à la moyenne nationale constatée en période pré Covid. Comme pour le budget 2021, les dépenses d'équipement affichées pour 2022 contiennent une part significative destinée au solde de l'opération Tilleuls (3,3 M€) laquelle n'a pas été réalisée l'année précédente.

Ces montants seraient financés à la fois par l'autofinancement généré annuellement et par un recours à l'emprunt modéré (2 M€ par an). Cette stratégie de financement devrait stabiliser l'encours de dette autour de 20,5 M€ sur la période 2022-2026 soit 288 € par habitant, inférieur à la moyenne des EPCI de même strate (389 € par habitant en 2020).

CONCLUSION

L'analyse prospective, base de ce rapport, demeure un exercice complexe.

Cette difficulté est accrue par la situation sanitaire particulière que nous connaissons actuellement à la fois au niveau national comme au niveau local.

Il est dès lors compliqué d'anticiper l'évolution des recettes fiscales sur les exercices à venir. La variation annoncée du produit de CVAE n'est qu'un exemple. Nous attendons de l'Etat qu'il nous accompagne sur les deux prochaines années quant à la perte liée à la fermeture des sites d'ArcelorMittal ; mais ce dispositif ne sera que transitoire.

Il ne nous exempt pas d'efforts pour adapter nos dépenses et nos recettes.

A cette fin, les différents votes de 2021 (budget primitif et pacte financier) ont assuré la préservation de nos excédents de fonctionnement sur l'exercice. Un effort particulier sur la stabilité des dépenses de fonctionnement sera toujours nécessaire pour faire face à l'évolution programmée de nos engagements vis-à-vis de nos partenaires (SDIS et SMITU : 0,3 M€ par an jusqu'en 2025). Les zones d'aménagements nécessiteront également 0,2 M€ de subventions d'équilibres sur la période étudiée.

Notre volonté est de maintenir un niveau d'épargne nette supérieur à 2 M€ pour assurer le financement d'une politique d'investissement constante.

Comme nous l'avons inscrit dans notre projet de territoire, nous devons profiter d'un contexte favorable pour régénérer notre développement économique, facteur d'attractivité et de créations de nouvelles richesses, qui alimenteront ensuite notre budget.

L'année 2022 verra nos objectifs de réalisations se poursuivre : Cœur de Villes Cœur de Fensch, la rénovation des réseaux d'assainissement, l'achèvement du déploiement du réseau de fibre optique, la poursuite de l'aménagement de la ZAC de la Paix à Algrange, la création de la crèche de la zone du Triangle…

Une part de nos investissements sera également orientée vers la rénovation des infrastructures existantes de la petite enfance, l'extension des pistes cyclables ou encore la réfection de la rue du Ruisseau.

Nous souhaitons également entreprendre dès 2022 un projet global sur le site de l'U4 conforme au projet de territoire voté en décembre 2021 : profiter du Digital Lab d'Arcelor Mittal et de Metafensch pour développer sur le site un véritable Pôle Technologique et de Formation en partenariat (avec la Région Grand Est, l'Université de Lorraine, l'incubateur Camexia, etc).

Mais l'action de notre collectivité ne se résume pas à des grands projets ou de grands programmes ; elle est aussi un service public rendu au quotidien à nos populations sur des questions essentielles à la vie quotidienne : petite enfance, environnement, sports, culture, etc. Depuis le début de la crise sanitaire, l'institution et ses agents ont témoigné de leur engagement pour que le service public continue. D'importants changements d'organisation ont eu lieu en 2021 (horaires d'ouverture, dématérialisation, etc) qui renforcent cet engagement. 2022 le confirmera.

6.2.1. TABLEAU DE SYNTHESE BUDGET ANNEXE : COLLECTE DES ORDURES MENAGERES

	CA			CA prévisionnels		
€	**2019**	**2020**	**2021***	**2022**	**2023**	**2024**
Charges à caractère général	1 024 027	762 902	797 589	897 000	919 425	937 813
Charges de personnel	2 269 596	2 507 766	2 491 414	2 520 000	2 573 127	2 611 723
Charges de gestion courante	4 561 755	5 150 725	5 845 137	5 532 135	5 670 438	5 812 199
Autres charges	101	43 534	55 472	0	0	0
Charges fonctionnement (A)	**7 855 479**	**8 464 927**	**9 189 612**	**8 949 135**	**9 162 989**	**9 361 736**
Opérations d'ordre	*218 381*	*495 368*	*560 797*	*628 300*	*749 156*	*790 406*
Impôts et taxes	8 074 666	8 214 465	8 368 056	8 450 000	8 400 000	8 400 000
Dotations et participations	753 925	905 864	770 155	615 554	646 138	659 032
Autres produits	870 850	632 462	679 262	657 000	657 000	657 000
Produits fonctionnement (B)	**9 699 440**	**9 752 791**	**9 817 474**	**9 722 554**	**9 703 138**	**9 716 032**
Opérations d'ordre	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Epargne brute (B-A)	**1 843 962**	**1 287 864**	**627 862**	**773 420**	**540 148**	**354 297**
Epargne nette	***1 843 962***	***1 287 864***	***627 862***	***773 420***	***540 148***	***354 297***
Résultat de fonctionnement de l'exercice	**1 625 580**	**792 497**	**67 065**	**145 120**	**-209 008**	**-436 110**
Rappel excédent de fct reporté	*750 214*	*1 765 566*	*1 139 788*	*622 786*	*767 905*	*558 898*
Résultat de fonctionnement (C)	**2 375 794**	**2 558 063**	**1 206 853**	**767 905**	**558 898**	**122 788**
Dépenses d'investissement (y.c. reports)	**2 636 035**	**2 159 970**	**1 848 600**	**3 025 775**	**765 000**	**1 621 536**
Dont remb. du capital de la dette	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Dont remb. au budget principal	*766 000*	*1 200 000*	*415 000*	*0*	*200 000*	*200 000*
Dont déficit reporté	*0*	*517 162*	*955 605*	*0*	*0*	*0*
Dont dép. d'équipt & subv.équipt	*1 870 035*	*442 809*	*455 701*	*3 010 775*	*550 000*	*1 406 536*
Recettes d'investissement (y.c. reports)	**2 118 873**	**1 204 366**	**2 051 675**	**3 335 443**	**1 136 758**	**1 861 467**
Dont Emprunts	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*500 000*
Dont Avance du budget principal ou emprunt	*0*	*0*	*0*	*1 000 000*	*0*	*0*
Dont affectation au cpt 1068	*315 242*	*610 228*	*1 418 775*	*584 067*	*0*	*0*
Dont excédent reporté	*1 140 018*	*0*	*0*	*203 075*	*309 668*	*371 758*
Résultat d'investissement (D)	**-517 162**	**-955 605**	**203 075**	**309 668**	**371 758**	**239 931**
Résultat global de clôture (C+D)	**1 858 632**	**1 602 458**	**1 409 928**	**1 077 573**	**930 656**	**362 719**
Besoin de financement	**-766 000**	**-1 200 000**	**-415 000**	**1 000 000**	**-200 000**	**300 000**

Le besoin de financement correspond à la différence entre le montant de capital emprunté et le remboursement du capital de l'emprunt

** Chiffres 2021 provisoires*

6.2.2. NOTE EXPLICATIVE BUDGET ANNEXE : COLLECTE DES ORDURES MENAGERES

L'exercice 2021 devrait s'achever par un résultat de fonctionnement d'environ 0,07 M€ soit un quasi équilibre de cette section. Il provient en grande partie par la sollicitation complémentaire du SYDELON pour le financement de ces projets d'investissement (centre de tri, de transfert et recyclerie) soit 0,46 M€. Ce surplus s'accompagne d'une évolution de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) prévue de longue date en loi de finances qui continuera à produire ses effets jusqu'en 2025 (0,3 M€). Les autres charges connaissent une certaine stabilité.

Les produits de fonctionnement ont connu une légère évolution essentiellement concentrée sur le produit de TEOMi (évolution de la part variable, effet du confinement de 2020, télétravail). Elle vient compenser une baisse des dotations versées par les organismes d'Etat (ADEME).

L'impact de l'évolution du cout de traitement et de la participation aux investissements du SYDELON se répercutent mécaniquement sur l'épargne nette qui diminue a dû concurrence en 2021.

Le résultat d'investissement de l'exercice serait quant à lui de 1,1 M€, il permet d'absorber le déficit antérieur de 0,95 M€. Les dépenses d'équipement ont, comme en 2020, été contenues, en raison notamment du non renouvellement des conteneurs enterrés dont les coûts ont fortement augmenté. Le renouvellement sera assuré sur les exercices suivants.

La prospective anticipe une stabilité du produit de TEOMi en raison d'une part de l'actualisation automatique de notre part fixe et d'autre part, d'une légère diminution de la part variable. Le montant du cout de traitement devrait augmenter de façon progressive mais sera moins marqué que sur les exercices précédents. Ces évolutions ont pour conséquence de réduire l'épargne disponible pour assurer le financement de l'investissement. Une avance budgétaire ou un emprunt est envisagé pour permettre le financement des dépenses d'équipements sur l'exercice budgétaire 2022. L'extension de la déchetterie d'Algrange concentrera l'essentiel de la dépense (1,4 M€).

Toutefois, une augmentation du taux de la TEOMi n'est pas envisagée en 2022. Son évolution dépendra de la hausse du coût du traitement et des projets d'investissement du SYDELON.

6.3.1. TABLEAU DE SYNTHESE BUDGET ANNEXE : EAU

€	2020	2021	2022	2023
Charges à caractère général	114 503	184 139	291 115	298 130
Charges de personnel	35 718	90 000	125 000	126 875
Autres charges	63 554	144 852	64 718	60 378
Charges fonctionnement (A)	**213 775**	**418 991**	**480 833**	**485 383**
Opérations d'ordre	*0*	*145 689*	*302 878*	*312 947*
Vente d'eau et produits des services	681 571	679 748	684 200	685 463
Autres produits	120 769	79 667	1 380	1 380
Produits fonctionnement (B)	**802 340**	**759 415**	**685 580**	**686 843**
Opérations d'ordre	*1 222 078*	*26 282*	*124 565*	*120 452*
Epargne brute (B-A)	**588 565**	**340 424**	**204 747**	**201 460**
Epargne nette	***469 643***	***165 577***	***26 860***	***24 567***
Résultat de fonctionnement de l'exercice	**1 810 643**	**221 017**	**26 433**	**8 964**
Rappel excédent de fct reporté	*-727 700*	*614 277*	*544 090*	*193 617*
Résultat de fonctionnement (C)	**1 082 943**	**835 294**	**570 523**	**202 582**
Dépenses d'investissement (y.c. reports)	**1 695 053**	**779 442**	**970 988**	**974 250**
Dont remb. du capital de la dette	*118 922*	*174 847*	*177 887*	*176 893*
Dont remb. au budget principal	*0*	*0*	*0*	*0*
Autres dépenses d'invest (remboursement BP)	*275 000*	*55 977*	*0*	*0*
Dont dép. d'équipt	*79 053*	*148 686*	*503 450*	*300 000*
Dont déficit reporté		*373 650*	*165 086*	*376 905*
Recettes d'investissement (y.c. reports)	**1 321 403**	**614 356**	**594 083**	**789 852**
Dont Emprunts	*275 000*	*0*	*0*	*100 000*
Dont Avance du budget principal	*0*	*0*	*0*	*0*
Dont affectation au cpt 1068	*139 059*	*468 667*	*291 204*	*376 905*
Dont excédent reporté	*907 345*	*0*	*0*	*0*
Résultat d'investissement (D)	**-373 650**	**-165 086**	**-376 905**	**-184 398**
Résultat global de clôture (C+D)	**709 293**	**670 208**	**193 618**	**18 184**
Besoin de financement	**-118 922**	**-174 847**	**-177 887**	**-176 893**

Le besoin de financement correspond à la différence entre le montant de capital emprunté et le remboursement du capital de

** Chiffres 2021 provisoires*

6.3.2. NOTE EXPLICATIVE BUDGET ANNEXE : EAU

Conformément à la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRé) du 7 août 2015, la communauté d'agglomération du Val de Fensch dispose depuis le 1er janvier 2020 de la compétence eau et assainissement.

Comme pour l'exercice 2020, le résultat 2021 contient des écritures relatives aux transferts des différents budgets communaux et syndicat (SIVOM Algrange).

Le budget 2022 intègre une progression des **charges à caractère générale** correspondant aux reversements des redevances assainissement perçues sur les factures eau potable de la ville de Ranguevaux non comptabilisées sur l'exercice 2021 ainsi que la répercussion de l'inflation.

Les **dépenses de personnel** refacturées par le budget principal connaissent une augmentation pour permettre la refacturation du coût réel de la compétence (agents dédiés et services administratifs) sous-évalué en 2021.

Les **autres charges** regroupent les charges exceptionnelles et les charges d'intérêts. 2021 enregistrait une régularisation sur exercice antérieur (80 K€).

Après une baisse du volume d'eau vendu à ArcelorMittal en 2021, il est attendu une légère évolution sur ce poste.

Les autres produits sur 2020 et 2021 étaient constitués exclusivement de reprise de résultats des budgets des communes. Les suivantes seule une redevance de location devrait être enregistrée.

L'épargne nette 2021 bénéficie encore des écritures de transferts de la compétence. Une attention particulière devra être portée sur les dépenses de fonctionnement pour conserver un niveau d'épargne suffisant. Des synergies pourront certainement être trouvées lorsque ce budget trouvera son rythme de croisière.

Le financement des investissements programmés sur 2022 est encore assuré sans recours à l'emprunt.

6.4.1. TABLEAU DE SYNTHESE BUDGET ANNEXE : ASSAINISSEMENT

	CA		CA prévisionnels	
€	**2020**	**2021***	**2022**	**2023**
Charges à caractère général	70 586	150 228	259 000	262 735
Charges de personnel	71 436	85 500	120 000	121 800
Autres charges	75 252	466 234	413 768	415 333
Charges fonctionnement (A)	**217 275**	**701 963**	**792 768**	**799 869**
Opérations d'ordre	*0*	*217 883*	*221 601*	*283 268*
Redevance assainissement et pdts des services	1 056 928	1 489 701	1 866 026	2 087 780
Autres produits	220 240	329 692	0	0
Produits fonctionnement (B)	**1 277 168**	**1 819 393**	**1 866 026**	**2 087 780**
Opérations d'ordre	*0*	*15 667*	*15 667*	*15 667*
Epargne brute (B-A)	**1 059 893**	**1 117 430**	**1 073 258**	**1 287 912**
Epargne nette	***815 452***	***928 754***	***877 249***	***1 041 826***
Résultat de fonctionnement de l'exercice	**1 059 893**	**915 214**	**867 323**	**1 020 311**
Rappel excédent de fct reporté	*0*	*481 477*	*732 555*	*604 945*
Résultat de fonctionnement (C)	**1 059 893**	**1 396 691**	**1 599 878**	**1 625 256**
Dépenses d'investissement (y.c. reports)	**950 773**	**1 400 824**	**3 911 676**	**5 256 686**
Dont remb. du capital de la dette	*244 441*	*188 676*	*196 009*	*246 086*
Dont remb. au budget principal	*0*	*0*	*0*	*0*
Autres dépenses d'invest (remboursement BP)	*600 000*	*166 639*	*0*	*0*
Dont dép. d'équipt	*106 332*	*704 859*	*3 700 000*	*4 000 000*
Dont déficit reporté		*324 683*	*0*	*994 934*
Recettes d'investissement (y.c. reports)	**626 090**	**1 556 365**	**2 916 742**	**3 478 201**
Dont Emprunts	*0*	*0*	*1 000 000*	*500 000*
Dont Avance du budget principal	*600 000*	*0*	*0*	*0*
Dont affectation au cpt 1068	*0*	*578 416*	*664 135*	*994 934*
Dont régularisation cpt 1068 (transferts)	*26 090*	*583 418*	*0*	*0*
Dont subventions	*0*	*176 347*	*875 466*	*1 700 000*
Dont excédent reporté	*0*	*0*	*155 540*	*0*
Résultat d'investissement (D)	**-324 683**	**155 541**	**-994 934**	**-1 778 485**
Résultat global de clôture (C+D)	**735 210**	**1 552 232**	**604 945**	**-153 229**
Besoin de financement	**355 559**	**-188 676**	**803 991**	**253 914**

Le besoin de financement correspond à la différence entre le montant de capital emprunté et le remboursement du capital de l'emprunt

** Chiffres 2021 provisoires*

6.4.2. NOTE EXPLICATIVE BUDGET ANNEXE : ASSAINISSEMENT

A l'image du budget annexe eau, le budget annexe assainissement, également créée en 2020, a connu sur 2021 une évolution de ses dépenses de fonctionnement.

Le volume des dépenses d'entretien tient compte des interventions programmées de curages et de réparations du réseau d'assainissement. Celui-ci devrait être plus soutenu à compter de 2022.

Comme pour le budget eau, la refacturation des frais de personnel est corrigée afin d'offrir une représentation plus fidèle des charges engagées.

Les autres charges correspondent à la contribution eau pluviale versée aux délégataires et refacturée au budget principal.

Les produits tiennent compte pour une large part de la redevance assainissement dont les montants devraient évoluer tels qu'anticipés.

Les niveaux d'épargne devraient se maintenir et participer au financement du programme d'investissement soutenu que ce budget devra porter.

Les travaux sur le réseau d'assainissement ont commencé sur l'exercice 2021 et vont s'intensifier sur l'exercice 2022.

Le recours à l'emprunt semble inévitable eu égard aux montants des dépenses prévisionnelles et ceci malgré le soutien de nos partenaires institutionnels (agence de l'eau, Etat) au travers leurs subventions.

IV. LES PROBLEMATIQUES FUTURES LIEES A LA CRISE SANITAIRE ET A LA REFORME DES INDICATEURS DE RICHESSE

1. LA PERTE DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC)

Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) a été mis en place en 2012 et vise à organiser la péréquation horizontale et à opérer une redistribution par prélèvement et reversement d'un milliard d'euros. Ce fonds est alimenté par un prélèvement sur les ressources de certains ensembles intercommunaux en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges. Sont contributeurs au FPIC les ensembles intercommunaux ou les communes isolées dont le potentiel financier agrégé par habitant est supérieur à 0,9 fois le potentiel financier agrégé par habitant moyen constaté au niveau national.

La communauté d'agglomération du Val de Fensch se trouve être contributeur mais perçoit également un versement FPIC.

Sur ce dernier point, l'article 2236-5 du CGCT indique que pour bénéficier de l'attribution FPIC, l'effort fiscal agrégé de la collectivité doit être supérieur à 1.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ecart de potentiel financier agrégé par habitant	0,9255	0,9507	0,9352	0,9678	0,9572	0,9385	0,9207
Ecart de revenu par habitant	1,2906	1,2987	1,3157	1,3330	1,3506	1,3683	1,3863
Ecart d'effort fiscal agrégé	0,9594	0,9609	0,9789	0,9330	0,8897	0,8111	0,7350
Effort fiscal agrégé (1)	1,0910	1,0954	1,1159	1,0636	1,0142	0,9246	0,8379
Effort fiscal agrégé moyen (2)	1,1372	1,1399	1,1399	1,1399	1,1399	1,1399	1,1399
Rapport d'effort fiscal agrégé ((1) / (2))	0,9594	0,9609	0,9789	0,9330	0,8897	0,8111	0,7350
Indice Synthétique (attribution)	**1,1513**	**1,1615**	**1,1723**	**1,1800**	**1,1797**	**1,1709**	**1,1629**
Eligibilité au FPIC	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
= FPIC - Attribution brute de l'EI	**1 903 755**	**1 974 994**	**1 965 748**	**1 951 353**	**1 923 994**	**0**	**0**
Garantie de sortie de l'EI	0	0	0	0	0	961 997	0
Attribution EPCI de droit commun	**753 676**	**750 505**	**762 327**	**769 912**	**753 457**	**383 545**	**0**
Attribution des communes de droit commun	**1 150 079**	**1 224 489**	**1 203 421**	**1 181 441**	**1 170 537**	**578 452**	**0**

La réforme des indicateurs financiers et fiscaux servant de base au calcul du FPIC aurait un impact significatif sur l'ensemble intercommunal du Val de Fensch à savoir l'intercommunalité et les communes membres. Selon les premières projections, il s'avère que l'ensemble intercommunal pourrait ne plus bénéficier de cette dotation en 2025 en raison de :

- La sortie du produit de taxe d'habitation sur les résidences principales (Loi de finances 2021) du calcul de l'effort fiscal agrégé,
- La sortie du produit de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (Loi de finances 2022) du calcul de l'effort fiscal agrégé.

La réforme des indicateurs de richesse initiée par la Loi de finances 2021 prévoit un lissage dégressif des effets de la réforme jusqu'en 2027 c'est-à-dire une sortie progressive de la TH et de la TEOM du calcul.

Année	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Coefficient correctif appliqué aux indicateurs	1	0,9	0,8	0,6	0,4	0,2

Cette perte d'attribution au FPIC se ferait en deux temps. Une garantie de sortie serait versée à l'ensemble intercommunal en 2025 (représentant 50 % du montant N-1).

En 2026, l'ensemble intercommunal du Val de Fensch perdrait l'intégralité de son attribution soit 1,9 M€ de dotations :

- 0,75 M€ pour la communauté d'agglomération,
- 1,22 M€ pour les communes.

	Solde FPIC	Contribution	Attribution
Algrange	**111 325**	-24 702	136 027
Fameck	**294 671**	-	294 671
Florange	**80 979**	-78 329	159 308
Hayange	**155 276**	-91 498	246 774
Knutange	**56 301**	-13 509	69 810
Neufchef	**45 770**	-10 760	56 530
Nilvange	**40 874**	-27 839	68 713
Ranguevaux	**13 076**	-3 727	16 803
Sérémange	**24 460**	-29 655	54 115
Uckange	**87 902**	-33 837	121 739
TOTAL communes	**910 634**	**-313 856**	**1 224 490**

TOTAL intercommunalité	**459 221**	**-291 284**	**750 505**

Pour demeurer bénéficiaire du FPIC en 2025, il faudrait bénéficier de 3,1 M€ de fiscalité ménages supplémentaire afin d'atteindre un effort fiscal égal à 1 (minimum requis), seule une évolution du taux de TFPB tant au niveau communal qu'intercommunal permettrait d'éviter la sortie du dispositif FPIC en 2025. Toutefois, cette sortie du dispositif ne serait que retardée à 2026.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produits ménages de l'EPCI	7 909 839	8 646 550	1 936 053	1 951 552	1 971 221	2 008 002	2 047 058
+ Produits ménages des communes	25 548 397	26 006 119	26 393 153	26 517 448	26 668 846	26 951 662	27 251 417
+ Taxe additionnelle FNB de l'EPCI	35 100	32 942	0	0	0	0	0
+ Taxe additionnelle FNB des communes	0	0	0	0	0	0	0
+ Teom/Reom de l'EPCI	8 067 553	8 208 542	0	0	0	0	0
+ Teom/Reom des communes	0	0	0	0	0	0	0
+ Exonérations des communes	215 095	229 972	0	0	0	0	0
+ Correction produit fiscal (LF21-LF22)			**15 741 072**	**14 166 965**	**12 592 858**	**9 444 643**	**6 296 429**
+ Ajustement du produit pour EF	143 608	-410 930	-335 943	-337 600	-339 629	-343 419	-347 437
= Produit pour effort fiscal	**41 919 592**	**42 713 195**	**43 734 336**	**42 298 365**	**40 893 297**	**38 060 888**	**35 247 467**
Produit pour effort fiscal	41 919 592	42 713 195	43 734 336	42 298 365	40 893 297	38 060 888	35 247 467
/ Potentiel fiscal agrégé 3 taxes	38 422 704	38 994 486	39 192 441	39 770 651	40 320 051	41 164 635	42 066 603
= Effort fiscal agrégé	**1,0910**	**1,0954**	**1,1159**	**1,0636**	**1,0142**	**0,9246**	**0,8379**

Dans le même temps, la contribution de l'ensemble intercommunal pourrait également augmenter ce qui serait une double peine pour l'EPCI et pour ses communes membres.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Population DGF	71 124	71 332	71 332	71 332	71 332	71 332	71 332
x Indice synthétique FPIC	0,0958	0,0709	0,0828	0,0504	0,0574	0,0724	0,0871
Fraction Potentiel financier (A)	0,2005	0,1688	0,1881	0,1481	0,1608	0,1840	0,2068
Fraction Revenu imposable (B)	-0,2182	-0,2229	-0,2330	-0,2429	-0,2527	-0,2624	-0,2720
Indice synthétique	0,0958	0,0709	0,0828	0,0504	0,0574	0,0724	0,0871
x Valeur de point	118,86	119,72	119,72	119,72	119,72	119,72	119,72
= FPIC - Contribution initiale	810 166	605 142	707 461	430 143	490 271	618 017	744 046
Plafond de prélèvement	8 538 453	8 399 585	7 182 354	7 101 944	7 138 376	7 196 592	7 246 237
= FPIC - Contribution brute de l'EI	**810 165**	**605 140**	**707 461**	**430 143**	**490 271**	**618 017**	**744 046**
Contribution EPCI de droit commun	**399 865**	**291 284**	**347 527**	**214 976**	**243 200**	**312 116**	**384 014**
Contribution EPCI de droit commun	**410 300**	**313 856**	**359 934**	**215 167**	**247 071**	**305 901**	**360 032**

2. VERS UNE NOUVELLE CONTRIBUTION AU REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES ?

Les deux derniers mandats présidentiels ont été marqués par la volonté de réaliser des économies sur le budget de l'Etat en diminuant les dotations versées aux collectivités (contribution au redressement des finances publiques) mais également de limiter l'évolution de leurs dépenses de fonctionnement (contrat de Cahors). Entre 2012 et 2017, cet objectif a été poursuivi en limitant les recettes de fonctionnement des collectivités par le biais de la réduction de la dotation globale de fonctionnement.

Sur cette période la CAVF a perdu en cumulé près de 6 M€ par rapport à 2012.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
DGF CAVF	5 700 941	5 693 594	5 329 149	4 563 660	3 691 327	3 303 461
Perte annuelle par rapport à 2012		**-7 347**	**-371 792**	**-1 137 281**	**-2 009 614**	**-2 397 480**

De nombreux observateurs s'accordent à dire que ce type de dispositif pourrait de nouveau être mis en place par l'Etat dans le but de réaliser des économies suite à l'évolution des dépenses induites par la crise sanitaire (aides aux entreprises, vaccination, mesures sanitaires, chômage partiel…) et permettre le financement du « quoi qu'il en coûte ».

Sur ce point, le rapport de la commission pour l'avenir des finances publiques propose de :

- Fixer globalement un seuil de dépenses globales et de le décliner aux niveaux de toutes les administrations (Etat, collectivités locales et santé),
- Elargir le champ d'application de la contractualisation avec davantage de collectivités concernées,
- Prendre en compte les budgets annexes dans la contractualisation.

La Cour des Comptes avait également indiqué dans son rapport annuel que les collectivités locales ont été certes impactées par la crise sanitaire mais affirme également que ces dernières bénéficient encore de marges de manœuvre financières.

3. LES EFFETS A VENIR DE LA CRISE SANITAIRE ?

La crise sanitaire transformée en crise économique a largement impacté les entreprises, à l'heure actuelle, nous ne connaissons pas l'état de santé des entreprises du territoire. Les entreprises de la vallée par l'intermédiaire de la CFE, de la CVAE et de la TFPB contribuent aux finances (recettes fiscales) de la communauté d'agglomération.

2022 pourrait être une année importante en termes de produit fiscal économique car la CFE est établie par rapport à la situation N-2 des entreprises, c'est-à-dire l'année 2020. Ainsi on peut craindre dès l'exercice 2022 voir en 2023 une baisse de la fiscalité des entreprises s'agissant notamment des bases minimum de CFE. Certaines entreprises pourraient basculées d'une catégorie de chiffre d'affaires à une autre.

La CVAE devrait également connaître une baisse importante en 2022, le produit attendu pour l'exercice 2022 serait de 2 M€ contre 2,7 M€ en 2021 d'après les informations transmises par les services fiscaux.

La CVAE est l'impôt le plus compliqué à suivre et à prévoir au niveau de la fiscalité perçue par les collectivités en raison notamment de son système déclaratif et de son système de paiement par acompte sur plusieurs années. Mêmes les observateurs ne se risquent pas à cet exercice car de nombreuses simulations peuvent être proposées.

4. VERS UNE NOUVELLE DIMINUTION DES IMPOTS DE PRODUCTION ?

La CFE et la CVAE sont aujourd'hui menacées, ces impositions sont considérées comme des freins à l'économie ou plutôt à la relance économique dans un contexte de crise sanitaire.

La loi de finances 2021 avait instauré une réduction de 10 milliards d'euros de la fiscalité économique locale à partir du 1er janvier 2021 sur les 100 milliards d'euros du plan de relance. Ce plan de relance « associant les collectivités » était destiné à réduire les taxes relatives aux facteurs de production des entreprises industrielles et visait à améliorer la compétitivité et favorisait également les relocalisations du système de production.

La loi de finances 2021 avait prévu deux ajustements :

- supprimer la CVAE des régions pour 7,25 milliards,
- réduire de moitié les impôts fonciers (CFE et TFPB) qui pèsent sur les entreprises industrielles.

Le gouvernement a remplacé la CVAE régionale par une fraction de TVA, le lien entre les régions et les contribuables a donc été supprimé. Au niveau des intercommunalités, le gouvernement avait décidé de diminuer par deux les bases d'imposition en compensant totalement cette réduction de moitié aux EPCI.

A l'avenir, les collectivités et notamment les EPCI risquent d'être une nouvelle fois touchés par une nouvelle diminution de leur « autonomie fiscale ». On peut également craindre que les compensations de ces produits aujourd'hui totales puissent demain être affectées à l'équilibre du budget de l'Etat.

5. CONCLUSION

Les évolutions décidées par le législateur pour 2021 et 2022 trouveront leur application sur les prochaines années. En raison des grands bouleversements qu'ils engendrent, nous sommes en droit d'espérer quelques aménagements susceptibles de pérenniser nos sources de financement à moyen terme. En adoptant notre nouveau pacte financier et fiscal, nous nous sommes donné l'opportunité de nous préparer au mieux à ces changements. Le développement de l'attractivité de notre territoire demeure le meilleur moyen de participer au rebond économique que nous connaissons et doit être une source d'espoir et de motivation.